



United Nations
Economic Commission for Africa

ECA/MRAG/96/30/MR

22372



Multidisciplinary
Regional Advisory Group

**REPORT ON MISSIONS TO TUNISIA AND EGYPT
ON NORTH AFRICAN COUNTRIES' EXTERNAL DEBT**

(Tunisia, 4-8 March 1996)
(Egypt, 9-16 March 1996)

by

M. Labidi
Senior Regional Adviser
and
W. Cabrera, Economist

Addis Ababa
March, 1996

TABLE DES MATIERES

	Pages
RESUME DES RESULTATS DES MISSIONS EN TUNISIE ET EN EGYPTÉ	
PREMIERE PARTIE: RAPPORT DE LA MISSION EN TUNISIE	3
DEUXIEME PARTIE: RAPPORT DE LA MISSION EN EGYPTÉ	21
 ANNEXES	
<ul style="list-style-type: none">- Annexe 1: Personnes contactées durant la mission en Tunisie- Annexe 2: Tunisie. Quelques références bibliographiques- Annexe 3: Tableaux statistiques relatifs à la Tunisie- Annexe 4: Tunisie: Tableaux sur la dette extérieure- Annexe 5: Egypte: Tableaux sur la dette extérieure	

SUMMARY OF THE RESULTS OF THE MISSIONS TO TUNISIA AND EGYPT

i. Various missions on external debt are scheduled to North Africa in 1996. The missions respond in particular to the request of the Intergovernmental Experts Committee meeting held in Tangiers (Morocco) in March 1995. This Committee made a firm request to ECA to include in its 1995-97 work programme the organization of a seminar on the North African external debt "whose severeness constitutes a major problem for of the economies of the sub-region".

ii. In March 1996, the first series of missions were undertaken to Tunisia and Egypt to review macro-economic data, debt management policies and strategies of the North African countries. This note briefly gives a general background information and a summary of the missions' activities.

iii. The missions to Tunis and Cairo were carried out by Messrs. M. Labidi, Senior Regional Adviser and W. Cabrera, Economist. The missions, in conformity with the terms of reference, reviewed the Tunisian and Egyptian debt management policies, evaluated the country's technical assistance needs and contributed to the definition of the objectives of the proposed seminar on external debt.

iv. The summary of findings of the mission to Tunisia (4-8 March) is as follow:

- The Tunisian experience is certainly interesting for other African countries, because Tunisia is one of the few African countries which has not rescheduled its debt;
- Tunisia is a moderately indebted country. However, the evolution of its debt demonstrates that the external debt is a permanent problem for all the African countries;
- Tunisia has its own database for debt recording and on-going efforts are being made to strengthen it;
- The Tunisian annual economic budget has proved itself as an efficient tool for the macro-financial forecasting and orientations necessary for the debt policy design;
- Risk management remains a new field for the concerned staff;
- Some debt conversions were implemented (for environment) or discussed, but on a very limited scale.

v. The summary of findings of the mission to Egypt (9-16 March) are as follows:

- The stabilization of external debt was explained as a result of debt cancellations and of the government's policy to limit the recourse to external borrowing to only the absolute necessary for the development process;

- The Egyptian debt database includes about 5300 individual loans;
 - The use of debt conversions was formally allowed by Egypt's Investment Law but remains limited;
 - Efforts are made to develop the application of informatics technology in various fields, including debt management;
 - Technical assistance needs were identified in the areas of debt conversions, risk management and internal debt.
- vi. Preliminary recommendations in relation with the mission to Tunisia and to Egypt are as follows:
- ECA should associate Egyptian and Tunisian Institutions and experts in the preparation of the workshop on external debt, to be held in one of the North African countries;
 - The Egyptian and Tunisian experiences and technical expertises in the field of debt policy could make a valuable contribution to other North African Countries;
 - To adapt external debt policies in the new context of economic liberalization, current convertibility and national efforts for mobilizing domestic resources;
 - To adapt, if necessary, the organizational mechanisms of debt management to the new economic context;
 - To pursue efforts to strengthen the debt databases;
 - To give more relevance and means to risk management;
 - To use the possibilities offered by debt conversions;
 - To strengthen the economic budget as an efficient tool at the macro-level for financial forecasting and management;
 - UNECA should cooperate with the World Bank, UNCTAD and other specialised institutions to provide assistance on risk management techniques and debt conversion;
 - To strengthen the formation, training and exchanges programmes for debt management staff, and use the possibilities offered by the existing training centers.

PREMIERE PARTIE: RAPPORT DE LA MISSION EN TUNISIE

Résumé	4
I. Termes de référence et activités entreprises	6
II. Le contexte macro-économique et la situation des paiements extérieurs	6
- Le contexte macro-économique	
- La situation des paiements extérieurs	
III. La situation et la politique de la dette extérieure	10
- L'évolution de la dette extérieure et de sa structure	
- La politique de la dette extérieure	
IV. La gestion de la dette extérieure	12
- L'organisation et la réglementation du processus d'emprunt et d'endettement	
- La comptabilité et la statistique de la dette, l'utilisation de l'informatique	
- Le contrôle de la dette extérieure: la mesure de la capacité à servir la dette, la gestion du risque, la restructuration de la dette, les conversions de dettes	
V. Les besoins et les possibilités de la Tunisie en matière d'assistance technique pour le renforcement des capacités de gestion de la dette	18
VI. Conclusions et recommandations préliminaires	19

RESUME

i. La mission a Tunis sur la dette en Afrique du Nord a été menée du 4 au 8 Mars 1996 par MM. M. Labidi, Conseiller régional principal et W. Cabrera, économiste.

ii. Cette mission répond à une requête des pays d'Afrique du Nord. La mission a étudié les politiques de gestion de la dette de la Tunisie, a examiné ses besoins d'assistance technique et a contribué à fixer les objectifs d'un séminaire proposé sur la dette extérieure de l'Afrique du Nord.

iii. Pour 1996, le Budget économique prévoit une croissance de 6.7% du PIB de la Tunisie. Ainsi donc, la croissance moyenne au cours du 8e plan 1992-96 serait de 4.8%. Cette croissance est assez satisfaisante mais le pays doit relever un certain nombre de défis. Le premier d'entre eux est la réussite de la libéralisation en cours de l'économie.

iv. De 1992 à 1995, le déficit des paiements courants a été en moyenne de 4% du PIB. Le service de la dette représente 18% des exportations. Le ratio de l'encours de la dette par rapport au Revenu National Disponible Brut est de 53.8%. La Tunisie est un pays faiblement endetté.

vi. Les principales conclusions et recommandations de la mission sont les suivantes:

vii. Conclusions

- L'expérience de la Tunisie, l'un des rares pays africains à ne pas être passé au Club de Paris, est intéressante pour les autres pays d'Afrique du Nord;
- La Tunisie est un pays faiblement endetté. Cependant, l'évolution de sa dette montre que la dette extérieure est un problème permanent de tous les pays africains;
- Le contexte de la politique de la dette ayant changé, il faut une nouvelle réflexion pour son élaboration et sa mise en oeuvre;
- Les efforts sont à poursuivre pour la maîtrise de la base de données sur la dette;
- Le budget économique annuel a permis des prévisions et orientations macro-financières très utiles pour la politique de la dette;
- La gestion du risque de la dette (swaps) reste un domaine nouveau pour les cadres concernés;
- Des conversions de dettes ont été faites (environnement) ou envisagées (privatisation), mais de façon limitée;

viii. Recommandations

- Tenir le séminaire propose sur la dette extérieure et associer à sa préparation des institutions et cadres tunisiens;
- Faire connaître aux pays d'Afrique du Nord l'expérience de la Tunisie en matière de politique et de gestion de la dette;
- Mener de nouvelles réflexions sur les problèmes de la dette intérieure et extérieure dans les nouveaux contextes de libéralisation de l'économie, de convertibilité courante du dinar tunisien et d'effort de mobilisation des ressources internes;
- Etudier les formes d'organisation de la gestion de la dette les plus adaptées;
- Mieux maîtriser la base de données sur la dette;
- Préserver les acquis que sont les documents pluriannuels de planification et le budget économique;
- Donner plus d'importance et de moyens à la gestion du risque de la dette (swaps);
- Mieux utiliser les possibilités de la conversion de dettes;
- Mettre en place un programme de formation, de stages et d'échanges adapté aux besoins des institutions tunisiennes concernées par la politique et la gestion de la dette.

I. TERMES DE REFERENCE ET ACTIVITES ENTREPRISES

1. La mission sur la dette en Afrique du Nord a été menée à Tunis du 4 au 8 Mars 1996 par MM. M. Labidi, Conseiller régional principal et W. Cabrera, économiste.
2. Cette mission répond en particulier à des préoccupations exprimées par la requête du comité intergouvernemental d'experts qui s'est tenu au MULPOC de Tanger du 13 au 16 mars 1995, comité qui a demandé instamment à la CEA d'inscrire dans le programme d'activités pour la biennale 1996-97 l'organisation d'un séminaire sur la dette extérieure.
3. La mission devait passer en revue les données et les politiques économiques relatives à la dette de la Tunisie et examiner les politiques de gestion de la dette qui y sont mises en oeuvre. Elle devait examiner les besoins d'assistance technique du pays dans ces domaines et contribuer à fixer les objectifs du séminaire dont il a été demandé la tenue. La mission a réalisé ces objectifs.
4. Le programme de la mission a été mis au point avec l'appui efficace du Ministère tunisien des Affaires étrangères. Des séances de travail ont eu lieu avec les organismes suivants: Ministère des Finances, Banque Centrale, Ministère du Développement, Ministère du Commerce, IFID, PNUD. La liste des personnes rencontrées est donnée en annexe.

II. LE CONTEXTE MACRO-ECONOMIQUE ET LA SITUATION DES PAIEMENTS EXTERIEURS

Le contexte macro-économique

5. Le rapport annuel 1995 sur le développement estime que de 1992 à 1995, le revenu par habitant de la Tunisie a crû de 2,9% par an et qu'en 1995 le produit intérieur brut (PIB) a crû de 3,5%. Les tableaux statistiques donnés en annexe précisent l'évolution depuis 1991 du Produit intérieur brut ainsi que des ressources et emplois de la nation.
6. Le Budget économique 1996 prévoit pour 1996, année finale du 8e plan 1992-96, une croissance de 6,7% du PIB. Comme le dit le rapport portant budget annuel 1996, "ce taux repose sur une croissance de la valeur ajoutée du secteur agricole de 12,5%, après une baisse durant trois années consécutives, et une croissance de 5,9% pour les autres secteurs". Ainsi donc, la croissance moyenne au cours du 8e plan serait de 4,8% (au lieu des 6% prévus initialement).
7. Cette croissance prévisionnelle est assez satisfaisante mais le pays doit relever un certain nombre de défis. Le premier d'entre eux est la réussite de la libéralisation en cours de l'économie. Pour les autorités tunisiennes, les principaux problèmes à résoudre sont: la mise à niveau de l'économie pour lui permettre d'affronter la libéralisation des échanges et la mise en place d'une zone de libre échange avec l'Union Européenne; les importantes importations de céréales; l'emploi (320000 emplois auraient dû être créés en 1992-96 dans ce pays de neuf millions d'habitants); l'étroitesse des débouchés; la maîtrise du déficit des finances publiques, la détérioration des termes de l'échange et de la balance des paiements.

8. Pour mieux maîtriser ses déficits extérieurs, la Tunisie a mené ces dernières années une politique macro-économique et une politique des finances publiques visant la diminution de l'importance relative du déficit budgétaire. Cela apparaît dans le tableau suivant.

Tableau 1: Tunisie - Recettes et dépenses de l'Etat
en millions de DT

	1991	1994	1995	1996
Recettes fiscales	2462.0	3281.5	3925.0	4100.0
% PIB	20.5	20.6	21.9	21.3
Recettes non-fiscales	710.6	1077.2	1026.0	1135.0
Recettes propres	3172.6	4358.7	4951.0	5235.0
% PIB	26.4	27.4	27.6	27.2
Ressources d'emprunts	1370.5	1638.8	1644.0	1995.0
Intérieurs	594.1	799.1	908.0	1175.0
Extérieurs	776.4	839.7	736.0	820.0
RESSOURCES DE L'ETAT	4543.1	5997.5	6595.0	7230.0
service de la dette	1144.0	1754.0	2065.0	2382.0
Intérêts	421.1	561.0	697.0	772.0
Principal	722.9	1193.0	1368.0	1610.0
Fonctionnement	2414.0	3021.2	3235.0	3462.0
Equipement	1019.9	1172.9	1295.0	1386.0
Autres dépenses	31.9	26.2	0.0	0.0
TOTAL DEPENSES DE L'ETAT	4609.8	5974.3	6595.0	7230.0
DEFICIT BUDGETAIRE	714.3	422.6	276.0	385.0
% PIB	5.9	2.7	1.5	2.0
p.m.: PIB prix courants	12028.8	15904.1	17930.9	19239.1

Source: Budget économique 1996

La situation des paiements extérieurs

9. C'est dans ce contexte macro-économique et dans celui de la libéralisation en 1995 des paiements courants que doit être analysée la situation des paiements extérieurs. Les tableaux donnés

en annexe donnent le détail de l'Epargne et du financement extérieur, du Compte de l'extérieur et du Financement du déficit budgétaire.

10. De 1992 à 1995, le déficit des paiements courants a été en moyenne de 4% du PIB (les prévisions étaient de 2.5% pour le 8e plan). Ce déficit est plus important que prévu. En 1996, ce déficit courant serait de 770 Millions de DT, soit 4% du PIB. Compte tenu de ce niveau de déficit et des exigences de remboursement de la dette (le service de la dette représente 13% des exportations), les besoins en capitaux extérieurs du pays sont estimés en 1996 à 2065 MDT, selon le tableau suivant:

**Tableau 2: Tunisie - Besoins en capitaux extérieurs
en Millions DT**

	1994	1995	1996
Déficit courant	267	690	770
Sorties des capitaux	1095	1030	1095
dont au titre du remboursement du principal	(923.4)	(960)	(1020)
Accroissement des réserves de change	335.0	200	200
Total des besoins en capitaux extérieurs	1697,6	1920	2065

Source: Budget économique 1996

11. Cette situation amène le rapport sur le budget économique 1996 à demander le redressement des paiements extérieurs par: la promotion des exportations, l'amélioration de la productivité, une vigilance accrue en matière de recours à l'endettement et de gestion de la dette, la mobilisation des ressources adéquates, l'accroissement des investissements directs étrangers. En tout état de cause, actuellement les responsables concernés jugent que la Tunisie est crédible sur les marchés financiers (ils font remarquer qu'elle a été bien notée par quatre maisons de cotation de nationalités diverses qui lui ont donné le grade d'investisseur). La mobilisation des capitaux extérieurs, qui a bien évidemment un impact sur la dette extérieure future, est envisagée conformément au tableau suivant:

Tableau 3: Tunisie - Structure de la mobilisation des capitaux extérieurs
en Millions DT

	1994	1995	1996
Capitaux à long terme	1039,7	1071	1190
dons	104	120	160
participations et invest extérieurs	219,7	251,0	300
prêts à long terme	716	19 700	730
Prêts à moyen terme	714,9	849	875
TOTAL	1754,6	20	2065

Source: budget économique 1996

12. Pour ce qui concerne les emprunts extérieurs directs de l'Etat, ils sont ainsi mobilisés:

Tableau 4: Tunisie - Mobilisation de capitaux extérieurs par l'Etat
en millions de DT

	1994	1995 L.F.	1996 Prév.
Prêts liés aux projets	233,0	275,0	300,0
- Etat	105,0	215,0	231,0
- Entreprises	128,0	60,0	69,0
Prêts non affectés	607,0	461,0	520,0
- Aides programmes	305,5	75,0	120,0
- Marché financier et autres	301,5	386,0	400,0
Total emprunts extérieurs de l'Etat	840,0	736,0	820,0

III. LA SITUATION ET LA POLITIQUE DE LA DETTE EXTÉRIEURE

13. La situation de la dette extérieure est examinée à travers son évolution et sa structure. La situation statistique de la dette extérieure est décrite de façon détaillée dans les tableaux donnés en annexes.

14. La politique en matière de dette est le résultat des réponses apportées aux questions principales suivantes: quelle politique macro-économique mener? Quelles techniques et sources de financement utiliser? Combien emprunter? Comment gérer la dette ?

15. L'évolution de la dette extérieure est la suivante:

Tableau 5: Tunisie - Encours et service de la dette extérieure

	1991	1994	1995	1996
Encours de la dette en MDT	6400	8462	9240	9987
% Revenu national disponible brut	53,0	53,3	53,8	52,1
service de la dette en MDT	1150	1445	1565	1705
% recettes courantes	20,5	18,0	18,0	17,9
% exportation biens et services	23,7	20,4	20,4	20,3

Source: Budget économique, 1996

16. Il est à noter que cette dette extérieure représente environ 2/3 de la dette totale (dette extérieure plus dette intérieure). 33% des dépenses du budget de l'Etat sont consacrées au remboursement de la dette publique. Au cours des dernières années, la dette intérieure a eu tendance à croître plus vite, sa structure ayant changé au profit de la dette à court terme en raison de l'introduction des bons du Trésor (maturité de 3 ou 4 ans). Il est à noter que la convertibilité courante du DT change les significations respectives de la dette intérieure et extérieure.

17. En 1994, l'encours de la dette extérieure par origine est la suivante: dette bilatérale 55,1% , dette multilatérale 40,5% , marchés financiers 4,4%. La part des marchés financiers est en train de croître fortement (se référer aux prêts japonais de 1994 et 1995).

18. La répartition de l'encours de la dette par tranche de taux d'intérêt est la suivante (%): 0% 1,1 0%-5% 37,2 5%-10% 31,6% plus de 10% 3,0 taux variables 27,1%. En raison de la fermeture des crédits concessionnels, les taux d'intérêts de la dette deviennent de plus en plus élevés.

19. La répartition de l'encours de la dette par durée de remboursement est la suivante (en %): 1-5 ans 5,3 5-10ans 20,8 10-15ans 46,7 15-20ans 15,4 plus de 20 ans 11,8. La maturité de la dette est en train de se raccourcir en raison de l'importance croissante des crédits non concessionnels. La répartition de la dette par devises est la suivante (en %): dollar EU 35,8, francs français 14,2 yen 13,1 deutch mark 8,5 autres 28,4.

20. Ce niveau et cette structure de la dette sont le résultat des politiques de la dette qui ont été menées. Les autorités tunisiennes mettent en valeur le fait que le pays a toujours fait face à ses obligations et n'a jamais rééchelonné sa dette.

21. Ils caractérisent la politique de la dette menée comme sage et pragmatique. Ils accordent beaucoup d'importance à la prise en compte de leurs moyens limités, à la bonne gestion de l'économie, à la large discussion des problèmes posés, au réalisme des investissements et aux adaptations faites à temps (exemples de 1989 et de la période actuelle). Ils disent accorder l'attention nécessaire aux équilibres macro-économiques et à la prise en compte de tous les types de financement disponibles. Dans le passé, ils ont pu bénéficier de crédits concessionnels. Actuellement, ils sont contraints d'aller sur les marchés financiers. Les plans et les budgets économiques jouent un rôle central en Tunisie dans l'élaboration de la politique de la dette. Ainsi, une étude stratégique est actuellement menée pour définir la politique des finances publiques et de la mobilisation des ressources dans le cadre des travaux de préparation du 9e plan de développement 1996-2000.

22. La politique de la dette doit s'adapter à la politique de libéralisation entreprise (92% des importations libéralisées, liberté des transferts courants, suppression des monopoles). Il faut que la politique de la dette s'appuie davantage sur des leviers économiques (taux de change, taux d'intérêt). On ne peut plus utiliser à cet effet certains leviers administratifs comme le PGI (programme global d'importation, aujourd'hui supprimé). Il faut accorder une nouvelle importance à l'investissement direct étranger qui doit remplacer une partie de l'endettement public bilatéral. Obliger les entreprises publiques à se présenter sur les marchés les oblige à mettre de l'ordre et à présenter de bons projets.

IV. LA GESTION DE LA DETTE EXTÉRIEURE

23. La gestion de la dette sera examinée à travers, d'une part, l'examen de l'organisation et de la réglementation du processus d'emprunt et d'endettement d'autre part de la capacité à assurer une bonne comptabilité de la dette ainsi que sa prévision et son remboursement.

4.1. L'organisation et la réglementation du processus d'emprunt et d'endettement

24. Les institutions principales d'élaboration de la politique de la dette et de gestion de la dette sont: le Ministère des Finances, le Ministère des Affaires étrangères, le Ministère de la Coopération internationale et des investissements, le Ministère du développement économique, la Banque centrale de Tunisie.

25. La gestion de la dette se fait dans le cadre de textes législatifs et réglementaires divers: lois de finances, loi organique du budget, loi relative à la Banque centrale de Tunisie (lois 1958 et 1988), loi relative à la comptabilité publique, code des changes et du commerce extérieur, textes portant création, attributions ou organisation de ministères et institutions, décret du 17 octobre 1994, portant création de la base de données pour la gestion de la dette extérieure, circulaire du 7 octobre 1995 de la BCT aux intermédiaires agréés.

26. Il y apparaît que la gestion de la dette est plutôt administrative mais semble assez ouverte dans le cadre de l'administration, avec une répartition d'attributions entre les ministères concernés, et ce même au niveau de la gestion entre le Ministère des Finances et de la Banque Centrale. Cela présente des avantages et des inconvénients. Les avantages sont ceux de la rapidité de certaines procédures et de la nécessité d'un dialogue continu entre responsables. Les inconvénients sont liés à la multiplicité des centres de décision et à la difficulté de préciser certaines responsabilités. Il peut y avoir des interférences entre la direction du budget et la BCT.

27. Le Ministère des finances joue bien évidemment un rôle important dans la politique de la dette et a hérité récemment d'attributions du Ministère chargé du plan en matière de programme d'investissements. Le décret du 14 février 1996 organise ainsi son administration centrale: Comité général de l'administration du budget de l'Etat; Direction générale (DG) des dépenses de fonctionnement; DG des dépenses de capital; DG des douanes; DG du Trésor; DG du financement; DG des participations; DG des assurances; DG des études et de la législation fiscales; DG du contrôle fiscal; DG de la comptabilité publique; DG des avantages fiscaux et financiers; direction de la gestion des moyens humains; direction des affaires financières, des équipements et du matériel.

28. Pour l'élaboration des politiques et stratégies, le chef de file a été jusqu'à présent le Ministère chargé du plan. Le plan fait les prévisions macro-économiques et financières. Jusqu'à récemment, il gère le budget des investissements. Il propose les programmes et projets d'investissements prioritaires, en liaison avec les informations qui lui sont transmises sur les possibilités de ressources intérieures et extérieures.

29. La Banque Centrale de Tunisie¹ joue un rôle actif dans la gestion des devises et de la dette extérieure de la Tunisie. Créée en 1958, elle a pour rôle général de "contribuer à l'élaboration et par suite, à la mise en oeuvre de la politique de l'Etat". Elle a les missions et activités suivantes: émission de la monnaie, banque des banques, banque de l'Etat, gestion centralisée des devises, contrôle des banques, agent de la politique monétaire. Elle est dirigée par un Gouverneur assisté d'un Vice-gouverneur et d'un Conseil d'administration. Elle est structurée en Directions générales: DG de la Caisse Générale et des Comptoirs; DG des Services étrangers; DG des Etudes; DG du Crédit; DG du Contrôle Général.

30. Pour l'endettement public et publiquement garanti, ce sont le MAE, le MCII, la BCT et le Ministère technique concerné qui, chacun selon son rôle, recherchent les crédits, font la programmation de la mobilisation des crédits, signent les contrats de prêts, mobilisent les prêts et assurent leur remboursement.

31. Pour ce qui concerne l'endettement extérieur des entreprises privées, la circulaire de la BCT aux intermédiaires agréés du 7 octobre 1995 autorise l'accès des entreprises privées résidentes aux emprunts extérieurs. En effet, cette circulaire a fixé de façon plus libérale, mais encore limitée, les conditions de recours par les entreprises résidentes aux emprunts extérieurs ainsi que les modalités de leur remboursement. Les entreprises résidentes peuvent contracter librement auprès de non

Voir Monnaie et financement en Tunisie, Hachemi Alaya, Ceres production, Tunis 1991.

résidents des emprunts en devises ou en dinars convertibles (crédits acheteurs, crédits fournisseurs, crédits financiers, crédits leasing, avances en comptes courants associés...) dans les limites ci-après: dix millions de dinars tunisiens par année civile pour les institutions financières, trois millions de dinars par année civile pour les autres entreprises. Les emprunts doivent être contractés selon les meilleures conditions de marché. L'émission et la constitution de garanties dans le cadre des emprunts contractés sont libres.

32. Les entreprises privées ayant contracté un emprunt extérieur doivent domicilier les dossiers y afférents auprès d'un intermédiaire agréé unique à qui elle remet: le contrat de prêt signé, le tableau des amortissements, accord de la BCT si le montant du prêt est supérieure à la limite fixée. L'intermédiaire exécute sur ordre de l'emprunteur les transferts à échéances après vérification de la bonne utilisation de l'emprunt. Le 20 de chaque mois l'intermédiaire communique à la BCT une fiche d'information sur la situation et l'exécution des prêts et de leur remboursement.

4.2. La comptabilité et la statistique de la dette, l'utilisation de l'informatique

33. Des politiques et gestions efficaces de la dette nécessitent que celle-ci soit bien connue (niveau, structure, évolution etc...). Cela souligne l'importance de la maîtrise des bases de données sur la dette, des balances de paiements, des rapports annuels de la banque centrale, des comptes économiques nationaux.

34. En Tunisie, la base de données sur la dette est organisée en conformité au décret 94-2147 du 17 octobre 1994, portant création de la base de données pour la gestion de la dette extérieure (BDGDE) et fixant le mode de son exploitation. Cette base de données utilise un logiciel mis au point par les informaticiens de la Banque centrale. Les responsables contactés estiment que ce logiciel (utilisant le progiciel Oracle) est plus avantageux pour la Tunisie que les logiciels proposés par la Banque Mondiale et la CNUCED (DMFAS). Mise en place depuis 1994, la BDGDE, dont la mise au point et le fonctionnement restent probablement à parfaire, a l'ambition de donner en temps réel la situation de la dette. Elle gère actuellement 2000 à 3000 prêts. La mission n'a pu observer le détail de son fonctionnement.

35. Cette base de données (BDGDE) concerne les dettes extérieures publique et privée. Elle rassemble des données sur les prêts conclus, sur les montants déboursés et remboursés en liaison avec ces prêts. La gestion de la BDGDE est confiée à un Comité présidé par le Ministre des Finances ou son représentant et comprenant le Premier Ministre, la Banque centrale de Tunisie, le Ministère des Affaires étrangères, le Ministère de la coopération internationale et des investissements extérieurs, le Ministère du développement économique. La BDGDE fonctionne simultanément dans deux unités informatiques comportant deux bases similaires et interconnectées, l'une à la Banque centrale l'autre au Centre informatique du Ministère des finances. Toute mise à jour d'une des bases entraîne celle de l'autre.

36. Tout ministre chargé de conclure des accords de prêts extérieurs au profit de l'Etat et les contrats d'application y afférents, doit inscrire dans la BDGDE ces accords et conventions, ce dès leur signature. La BCT doit le faire aussi pour les prêts contractés à son profit ou à celui de l'Etat. Les

ministères et institutions habilitées à faire des tirages en informent la BDGDE. Le remboursement des prêts extérieurs contractés par l'Etat s'effectue au moyen d'ordre de paiement émis, selon les termes des accords de prêts, par le ministère des finances ou la BCT, au vu des tableaux d'amortissement inscrits dans la BDGDE. La BCT introduit dans la BDGDE les paiements afférents aux ordres précités. Elle y introduit aussi les contrats de prêts conclus par les entreprises et sociétés ainsi que les tirages, les tableaux d'amortissements et les recours correspondants.

37. Le rapport annuel 1994 de la BCT sur la dette extérieure (diffusé en septembre 1995) donne des informations assez détaillées sur l'encours et la structure de la dette, sur son évolution depuis 1990. Des informations sont données sur la dette due aux principaux pays et organismes créanciers.

38. La balance des paiements de la Tunisie est établie régulièrement par la BCT, en conformité avec la méthodologie arrêtée par le FMI (dernière révision du Manuel de la Balance des Paiements). Son édition 1994 fournit les informations classiques sur les échanges et les paiements extérieurs (transactions courantes, mouvements de capitaux), l'endettement extérieur. Des données y sont fournies sur la répartition géographique des paiements et sur la balance des paiements avec certains pays. Au moment de notre passage, les données 1995 semblaient disponibles.

39. Les budgets économiques annuels établis par le Ministère chargé du plan restent un document de base pour la connaissance du financement extérieur et de la dette extérieure ainsi que de leur contexte macro-économique. Ainsi, le rapport sur le budget économique 1996 (décembre 1995) est établi selon le plan suivant: Chap. 1: Le schéma de développement pour l'année 1996; Chap. 2: Les paiements extérieurs; Chap. 3: Les finances publiques et le financement de l'économie; Chap. 4: La politique économique et financière; Chap. 5: Les politiques et les stratégies sectorielles; Chap. 6: Les politiques éducatives et culturelles et les programmes sociaux; Chap. 7: Le développement régional.

40. Signalons enfin l'existence du Rapport annuel de la BCT. Il comporte des informations et analyses utiles pour les analystes de la dette extérieure et de sa gestion, en particulier celles relatives au marché des changes, à l'évolution monétaire et à la distribution du crédit.

4.3 Le contrôle de la dette extérieure: la mesure de la capacité à servir la dette, la gestion du risque, la restructuration de la dette

41. La maîtrise et le contrôle de la dette extérieure impliquent une bonne appréciation de la capacité à rembourser la dette, la gestion des risques de variation incontrôlée de variation du montant de la dette, la mise en oeuvre de restructurations adéquates de la dette.

42. L'évaluation de la capacité à rembourser suppose: la prévision du stock et du service de la dette extérieure, la prévision des grandeurs macro-économiques liées aux agrégats financiers, la prévision des ressources et dépenses extérieures, la disponibilité de ratios et indicateurs pertinents.

43. En Tunisie, en particulier dans le cadre du budget économique annuel, sont établies des prévisions annuelles au niveau macro-économique et financier. Dans le cadre des plans sont faites des prévisions pluriannuelles.

44. Les ratios et indicateurs classiques de l'endettement sont calculés. Vus les changements actuels de la structure de la dette, il faudra prêter attention à leur bonne interprétation.

45. La gestion du risque suppose que soit prise des dispositions pour se protéger des variations de taux d'intérêt, de taux de change et de toute situation augmentant de façon imprévisible la valeur de la dette. Cette gestion du risque s'applique en particulier à la gestion de la trésorerie et des ressources en devises. Cette gestion de risque ne soit pas encore très développée en Tunisie. D'après " Monnaie et finances internationales"² "les entreprises tunisiennes n'ont pas une stratégie de gestion du risque de change" et il faut diversifier les instruments de couverture des risques pour répondre aux besoins des entreprises.

46. Le fait que la Tunisie ne soit jamais passée au Club de Paris montre qu'elle a su gérer et contrôler sa dette. Par ailleurs, elle n'a jamais jugé utile de restructurer sa dette, ce qui indique que la structure de sa dette ne lui a pas posé de difficulté pouvant être surmontée par sa restructuration. Elle semble estimer que la meilleure manière d'alléger la dette est de restructurer l'économie nationale pour développer la capacité d'exportations. Les opérations d'échange de dette contre exportations sont jugées utiles mais trop ponctuelles. La conversion de dettes est la seule forme de restructuration de la dette qui a vraiment attiré son intérêt.

47. Quelques opérations de conversion de dettes au profit de l'environnement ont eu lieu, mais les opérations de conversion de dettes au profit du développement n'ont pas pris d'ampleur. La France a converti certains prêts publics au profit de projets publics. Mais, ces initiatives sont restées très limitées. Les tunisiens veulent qu'elles se fassent au profit de projets prioritaires.

48. Les conversions de dette contre actifs, au profit essentiellement de la privatisation sont envisagées avec une certaine prudence. Les autorités les placent dans la perspective de l'impulsion de l'investissement direct étranger auquel elle sont favorables, mais qui se fait avec difficulté. Les autorités estiment que ces conversions ne doivent pas diminuer la crédibilité du pays vis à vis des investisseurs. De ce point de vue, pour attirer les investissements directs l'approche du partenariat est jugée plus intéressante. Ils constatent de plus qu'une bonne politique en la matière doit distinguer les investissements d'infrastructures et de soutien des investissements plus directement productifs.

49. Cette revue de la gestion de la dette en Tunisie montre les résultats positifs obtenus, en particulier dans sa gestion macro-économique. Relativement à d'autres pays nord-africains et africains, cette gestion est meilleure. La Tunisie a obtenu de bons résultats dans la gestion macro-économique de la dette. A cet effet, ont joué un rôle positif, la surveillance par l'Assemblée nationale du taux d'endettement et la nécessaire approbation par elle des prêts extérieurs. Cependant, un débat existe en Tunisie en vue de progrès en la matière, ce en liaison avec la nécessaire prise en compte de la nouvelle structure de la dette et les exigences d'amélioration de la gestion de l'économie nationale. Dans ce cadre, certains souhaitent une amélioration de la coordination entre les administrations

concernées et de la délimitation des responsabilités entre elles. Le processus de décision doit être encore plus clair, aussi bien au niveau de la gestion macro-économique que de la gestion quotidienne. Le développement de l'utilisation des techniques modernes de gestion du risque est aussi vivement souhaité.

50. Ainsi, un article de la revue de l'IFID³ formule la demande d'instruments techniques pour "gérer plus efficacement et contrôler l'endettement extérieur (prévoir et contrôler l'évolution de la balance commerciale), atténuer l'impact des incertitudes inhérentes à la conjoncture internationale (réduire le caractère imprévisible des mouvements divergents des taux de change entre les monnaies de référence sur le calendrier des remboursements de la dette). Il fait état de l'impact sur la gestion de la dette de la place croissante dans la dette des emprunts à taux d'intérêts assez élevés et variables. Ses auteurs estiment que " dans le meilleur des cas ... la gestion de la dette a consisté, et consiste encore, à élaborer un échéancier et à évaluer les répercussions des taux d'intérêt et de change des monnaies étrangères sur le service de la dette réelle ou nominale et en déduire les besoins d'emprunt de court terme sur le marché international des capitaux. En fait, il conviendrait d'élaborer une programmation mensuelle des différents aspects des mouvements financiers futurs et de leur corollaire et d'en assurer l'exécution."

V. LES BESOINS ET LES POSSIBILITES DE LA TUNISIE EN MATIÈRE D'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE GESTION DE LA DETTE

51. A travers la présentation de ce qui précède, sont déjà apparus des possibilités d'échanges d'expériences entre la Tunisie et les autres pays (la Tunisie a déjà des échanges dans le domaine des finances avec d'autres pays africains) ainsi que des domaines où la Tunisie veut renforcer ses capacités techniques.

52. La Tunisie dispose bien évidemment de capacités de formation dans des domaines concernés par la politique et la gestion de la dette. Cette formation est surtout de type général et au niveau de l'Université. Des formations spécialisées sont données à travers des stages en Tunisie ou à l'étranger. Aussi, les cadres tunisiens ont-ils une bonne formation, comme le montre leur capacité à assurer les nouvelles modalités de fonctionnement du marché des changes. Cependant, pour traiter de la gestion de la dette, ils souhaiteraient probablement avoir des formations plus pointues et spécialisées et prendre davantage connaissance des expériences étrangères. De même, dans le domaine relativement nouveau des swaps et autres techniques financières nouvelles, des besoins de spécialisation apparaissent.

Une esquisse du modèle de gestion de la dette
extérieure: cas de l'économie tunisienne.
Mohamed Moncef, Skander Cunaies, Nejib Mrad,
Ezzedine Dealhoumi in *Finances et développement*
au Maghreb, Tunis, juillet 1995.

53. L'Université est en effet peu spécialisée dans les problèmes du financement et s'intéresse surtout à la gestion (un DEA de gestion est délivré). L'Ecole des Hautes Etudes Commerciales (HEC) traite surtout de la gestion des entreprises. Il existe cependant une institution, l'IFID (Institut de Financement du Développement du Maghreb Arabe) qui peut jouer un rôle plus spécialisé dans le domaine du financement et de la dette.

54. L'IFID est un institut algéro-tunisien créé en 1982, qui assure la formation ou la mise à niveau des cadres et personnels des institutions financières (en particulier la Banque centrale et le ministère des finances). Il donne une formation post-graduée de 4 semestres, essentiellement dans deux filières: la filière assurance, la filière banque. La filière banque traite des matières suivantes: organisation de banque, techniques bancaires, opérations bancaires avec l'étranger, comptabilité de banque, informatique de banque, cambisme, droit bancaire, analyse de crédit, évaluation de projets, marketing de banque, gestion de banque commerciale, gestion de banque de développement, contrôle de gestion de banque, finance internationale, crédits aux PME, audit de banque, assurance de crédit à l'exportation...

55. Il a été élaboré un Plan de développement stratégique de l'IFID qui prévoit un élargissement du champ de la formation assurée par l'Institut (en particulier dans les domaines de l'innovation financière, de la gestion des opérations de bourse et du marché financier). Le renforcement de son caractère de centre d'excellence est recherché. L'IFID envisage ainsi de mettre en place une formation Public Policy Financement Management. Elle n'exclut pas de se consacrer davantage à la dette, aussi bien au cours des formations assurées qu'en lui réservant une rubrique régulière dans sa publication "Finance et développement au Maghreb".

56. La base de données de la dette est une importante préoccupation en Tunisie. Le fonctionnement de celle existante reste probablement à améliorer. Il serait certainement profitable aux cadres tunisiens de mieux connaître les possibilités des progiciels existants (mis au point par la CNUCED, la Banque Mondiale, le Secrétariat du Commonwealth), aussi bien pour la gestion de bases de données que pour les prévisions et l'aide à la décision dans le domaine de la dette.

57. Au cours des discussions, il est apparu un intérêt certain pour le séminaire envisagé sur la dette en Afrique du Nord, et même pour sa tenue en Tunisie. Dès maintenant, il apparaît que beaucoup des thèmes ci-dessus évoqués devraient y être abordés, que la présentation de l'expérience des autres serait fort utile, que la démonstration des possibilités des instruments existants serait pleine d'enseignements, que l'examen des possibilités de formation spécialisée serait apprécié.

VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS PRELIMINAIRES

58. Conclusions

- Les séances de travail et leur qualité ont montré l'intérêt porté aux problèmes de la dette, à l'échange d'expériences dans ce domaine avec les autres pays et aux possibilités d'assistance technique que peut offrir la communauté internationale;

- La possibilité d'un séminaire est bien accueillie et des institutions et cadres tunisiens peuvent y contribuer efficacement;
- L'expérience de la Tunisie, l'un des rares pays africains à ne pas avoir rééchelonné sa dette, est intéressante pour les autres pays d'Afrique;
- La Tunisie est un pays faiblement endetté. Cependant, l'évolution de la structure de sa dette et les contraintes d'un marché financier international ne lui accordant plus de traitement concessionnel, montrent que la dette extérieure est un problème permanent de tous les pays africains;
- La libéralisation de l'économie, la convertibilité courante du dinar tunisien et l'effort de mobilisation des ressources internes entraînent une croissance relative plus forte de la dette intérieure et une relation peut-être nouvelle entre dette intérieure et extérieure;
- Le contexte de la politique de la dette ayant changé, il faut une nouvelle réflexion pour son élaboration et sa mise en oeuvre;
- Les succès dans le domaine de la dette en Tunisie sont d'abord dus à sa gestion macro-économique;
- L'organisation générale de la gestion de la dette est administrative et assez décentralisée, ce qui présente des avantages et des inconvénients;
- Des efforts sont à poursuivre pour la maîtrise de la base de données sur la dette;
- Les statistiques de la dette sont disponibles et utilisées (nomenclatures, méthodologies, publications, balance des paiements...); une exploitation plus complète de la base de données sur la dette serait utile;
- L'existence de documents pluriannuels de planification et l'importance donnée au budget économique ont permis des prévisions et orientations macro-financières très utiles pour la politique de la dette;
- La gestion du risque de la dette (swaps) reste un domaine nouveau pour les cadres concernés;
- Des conversions de dettes ont été faites (environnement) ou envisagées (privatisation), mais de façon limitée;

59. **Recommandations**

- Développer l'échange d'expériences sur la dette entre pays africains et renforcer l'assistance technique de la CEA et de la communauté internationale;
- Tenir le séminaire proposé sur la dette extérieure et associer à sa préparation des institutions et cadres tunisiens;
- Faire connaître aux pays d'Afrique du Nord l'expérience de la Tunisie en matière de politique et de gestion de la dette;
- Mieux connaître le problème de la dette des pays faiblement endettés et des pays à revenus moyens africains;
- Mener de nouvelles réflexions sur les problèmes de la dette intérieure et extérieure dans les nouveaux contextes de libéralisation de l'économie, de convertibilité courante du dinar tunisien et d'effort de mobilisation des ressources internes;
- Etudier les formes d'organisation de la gestion de la dette les plus adaptées;
- Mieux maîtriser la base de données sur la dette;
- Préserver les acquis que sont les documents pluriannuels de planification et le budget économique;
- Donner plus d'importance et de moyens à la gestion du risque de la dette (swaps);
- Mieux utiliser les possibilités de la conversion de dettes;
- Mettre en place un programme de formation, de stage et d'échanges adapté aux besoins des institutions tunisiennes concernées par la politique et la gestion de la dette. Utiliser les possibilités offertes par l'IFID.

PART TWO: REPORT OF THE MISSION TO EGYPT

	Pages
- List of visits made	22
- Summary of findings of the mission to Egypt	22
- Preliminary recommendations in relation with the mission to Egypt	27

LIST OF VISITS MADE

As a result of the cooperation extended by the Ministry of Foreign Affairs, specially by the Deputy Assistant Minister of Foreign Affairs, Dr. Magdy Hafny, the mission was able to visit the following institutions: The Ministry of Finance (H.E. Dr. Mohy Edin El Ghareeb, Minister); the Economic and International Cooperation Ministry (Mr. Nabil Abd El Hamid Hassan, Under Secretary); Ministry of International Cooperation - International Finance Sector (Ms. Maissa El Gohary, Under Secretary of State); Ministry of Planning (H.E. Dr. Zafer El Bishry, Minister of State and Planning); Ministry of Public Enterprise Sector and Ministry of State for Administrative Development and Environment (H.E. Dr. Atef Ebeid, Minister); Central Bank of Egypt (Mr. Sayed Singer, Sub-Governor, and other staff); The Cabinet Information Decision Support Center -IDSC (Mr. Moatassen Kaddah, Deputy Executive Manager and staff); the Regional Information Technology and Software Engineering Center - RITSEC; and the Information Technology Institute.

SUMMARY OF FINDINGS OF THE MISSION TO EGYPT

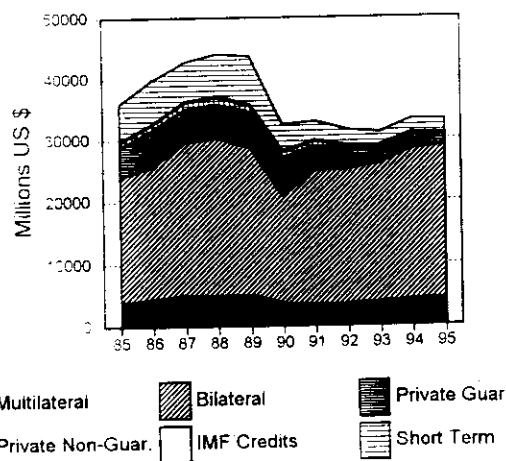
Overall Economy

According to economic information gathered during the mission, the Egyptian economy was expected to grow by about 4 to 5 percent in 1996. Inflation in 1995 was recorded at an annual average of 8.4 percent and was expected to fall to about 7 percent in 1996. Due to an expected balance of payments surplus the level of international reserves in Egypt were expected to increase to about 12 to 15 months of imports. Public finances were expected to continue strengthening as well as efforts to solidify and improve fiscal revenue reforms through a rationalization of income taxes and the inclusion of a value added tax. Many challenges still remain in order to facilitate an enabling environment. These include continued efforts towards speedier privatization, international trade liberalization and fiscal and financial sector reform. The Central Bank of Egypt noted that there has been notable progress of the private banking sector, with banks incorporating new instruments such as risk management and precious metals dealings.

Growth of External Debt

Egypt's total stock of debt declined significantly over the last years as a result of debt reduction exercises under the aegis of the Paris Club. From a height of \$44.2 billion in 1988, Egypt's external debt outstanding and disbursed fell to an estimated \$33.2 billion in 1995. The structural composition of external debt stocks changed during the first half of the

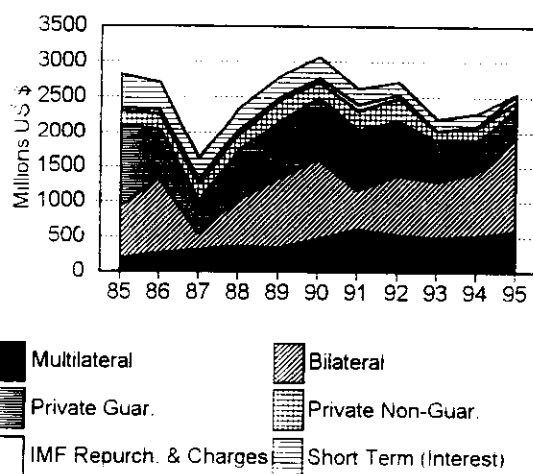
Arab Republic of Egypt
Composition of External Debt Stocks



1990s. The share of multilateral increased slightly in the past five years and accounted for about 13 percent of total debt in 1995. Comparatively, bilateral debt increased substantially as a percentage of total debt, substituting other types of debt and growing to an estimated 74 percent in 1995, from 54 percent in 1990. Similarly, accompanying the increase in the share of bilateral debt, the latter became more concessional in nature. During the second half of the 1980s, about one half of bilateral debt to Egypt was on concessional terms, in the first half of the 1990s about two thirds of bilateral debt was concessional. Thus, Egypt's overall ratio of concessional debt to total debt increased from 37 percent in 1990 to 61 percent in 1995. The shares of private debt, both guaranteed and non-guaranteed, as well as the shares of short term debt as a percentage of total debt fell significantly as Egypt shifted towards more bilateral credits. Arrears on long term debt were practically eliminated as a result of multilateral debt relief agreements with official creditors, which consolidated about \$20.7 billion of eligible stock of debt as of June 1991 under a menu of options under Toronto Terms. The deepest reductions were made by official bilateral creditors. Similarly, many short term debts were rescheduled as long term. Information provided from various Ministries and the Central Bank indicated that the growth in the external debt of Egypt has stabilized.

Egypt's external debt service payments, however, after dropping dramatically in 1987 to \$1.6 billion, as much of the debt went unserviced and arrears accumulated, increased thereafter with the resumption of regular debt service payments reaching a height of nearly \$3.1 billion in 1990. Total debt service from Egypt is expected to amount to \$2.6 billion in 1995. The share of debt service payments going to different types of creditors has changed over the past ten years. Payments to private guaranteed creditors used to take the lion's share of the total in 1985; they now have been outstripped by payments to bilateral creditors which now account for 52 percent of total debt service payments. Similarly, multilateral creditors now receive 23 percent of Egypt's debt service payments, more than three times the share they were receiving a decade ago.

Arab Republic of Egypt
Composition of Debt Service Payments



External Debt Policies

The stabilization in the growth of external debt was explained as a direct result of debt cancellations and of the government's policy to limit the recourse to external borrowing to only the absolute necessary for the development process. Internal coordination on debt strategies has been strengthened through close coordination between the Ministry of Finance and the Central Bank. No external borrowing was

now possible without the authority of the Cabinet and a vote of the Parliament. Furthermore, there has been a policy to encourage a shift from debt to non-debt creating flows such as foreign direct investment as the primary source of financial flows to Egypt. Investment was being promoted through the establishment of industrial "free zones" throughout Egypt. Public enterprises were no longer subsidized and privatization was used as a tool to improve the budget.

Debt Management

The Central Bank of Egypt informed the mission that modern debt management techniques were introduced since December 1986. Prior to that, debt recording was done manually. Cooperation with UNCTAD resulted in the installation of the DMFAS system at the Central Bank for debt recording and management. The Egyptian debt database included about 5300 individual loans. However, it was confined to external debt only and did not cover internal debt. A special unit at the Central Bank collects and maintains data on external debt. While external debt was no longer considered as grave a problem as before by various Ministries, the problem of internal debt was singled out as increasingly more difficult to manage and burdensome; particularly, given the high levels of domestic interest rates prevailing in the market. The utilization of the DMFAS software, and now the World Bank's Debt Strategy Module (DSM) software, was not only helping Egypt record and maintain their external debt database but also providing a significant tool for analysis and simulations. The DMFAS and DSM software were reportedly utilized by Egyptian authorities to prepare for Paris Club negotiations. The mission was also informed that Egypt had provided technical assistance to Lebanon on debt management and helped them install the DMFAS software.

Use of Debt Conversions

The use of debt conversions was formally allowed by Egypt's Investment Law. A specific Commission had been formed to coordinate debt conversions. It was Chaired by the Ministry of Public Enterprise Sector and Ministry of State for Administrative Development and Environment and included membership from the Ministry of Economy and International Cooperation, the Central Bank and selected commercial banks. Additionally, a number of inducements such as tax incentives had been put in place to promote the use of debt conversions. Nonetheless, due to the relative success of Egypt's adjustment process, the secondary market price of Egypt's external debt has risen, thus reducing the economic incentive for debt conversions. The tourism sector was singled out as one that benefitted the most from debt conversions. Privatization was being used as a tool to improve the budget. Debt for equity conversions were contemplated in the form of issuance of bonds to pay creditors. The Bonds would then be convertible into equity in the form of shares, available to both domestic and foreign buyers. There was a strong expressed interest in debt for environment conversions. Numerous examples were mentioned such as projects on sewage, water purification, irrigation, clean energy production and afforestation. Additionally, the European countries had been approached to participate in the creation of a "North Mediterranean Green Belt." One project intended to plant the banks of the Nile, the canals and the coastal zones. However, the mission was informed that projects on environmental issues were difficult to promote and finance externally, in spite of the endorsement of the Rio Summit on environment. The mission presented information on

current UNECA work on the field of debt conversions and left with Egyptian authorities a document prepared on that subject.

Technical Capabilities

The mission visited a number of institutions dedicated to the utilization and application of informatics technology in various fields, including debt management. On first impression, it seems that Egypt has managed to establish a network of institutions dedicated to disseminate technical know-how and foster the application of informatics technologies. The Cabinet's Information Decision Support Center (IDSC) for example, had as its principal objective to provide technical assistance to the Cabinet of Ministers, to the Central Bank and the ministries, not only on issues of external debt but also on multi disciplinary issues. The IDSC had offices in nine location in Cairo with a nationwide coverage. Furthermore, the IDSC also provides assistance , to the private sector and business community on commercial terms and was set up as an INTERNET provider. Additionally, the IDSC was posed to acquire a regional dimension to provide regional support to other countries of the region. Other institutions such as the Regional Information Technology and Software Engineering Center (RITSEC), offered a variety of academic, professional development and training programs. The mission was informed that RITSEC is developing the capacity to provide technical assistance not only in Egypt but also internationally. RITSEC had a track record of undertaken over 150 workshops and courses in-house and abroad. It had available 160 instructors and possessed a full technical and instructional capacity. The Information Technology Institute (ITI) provides local capacity building in leading-edge multimedia and information technology. The ITI provides commercial services on informatics to Egypt's private sector by developing tailor-made software solutions. The mission was informed that the IDSC was going to conduct a technical training programme for the Commonwealth of Independent States.

Technical Assistance Needs

Technical assistance needs were identified in the areas of debt conversions, risk management and internal debt management. The mission was informed that UNECA's assistance, singly or jointly with other specialised institutions and NGOs, was welcomed in identifying potential sources of financing for conversion projects, the handling of conversion formalities, and the mechanisms in the preparation and execution of debt conversion projects. The Central Bank and IDSC analysed and measured the extent to which Egypt's external debt has been affected by exchange rate fluctuations. It was indicated that, at present, Egypt assumes the full foreign exchange risk on its external debt. Both the Central Bank and the IDSC confirmed that the country does not have enough capacity to deal with this type of exogenous factors, as the capacity to use risk management tools was not available. The need for assistance in this area was expressed. In this regard, UNECA could cooperate with the World Bank and UNCTAD, both of which have technical assistance programs on risk management. The mission was informed that, for Egypt, internal debt has now become more difficult than external debt and there was not an explicit mechanism to deal with that issue. While no specific request was made for technical assistance on that issue, it was foreseeable that assistance may be required in the future. A proposal to "Establish a Regional Debt Management Center" in Egypt was informally presented to the mission. That project proposal was submitted to the European

Union in January 1995, but has not yet been funded. A copy of the proposal was provided to the mission and comments would be welcomed

Other Issues

The Ministry of Foreign Affairs expressed the views that improvement was necessary on the holding of UNECA's conferences. Particularly, it was indicated that more focus was needed on the agenda, which needed to include less topics with more direct interest to member countries, and better technical quality of documentation. Similarly, the documentation should be distributed earlier to members.

PRELIMINARY RECOMMENDATIONS IN RELATION WITH THE MISSION TO EGYPT

- ECA should associate Egyptian Institutions and experts in the preparation of the workshop on external debt, to be held in one of the North African countries.
- The Egyptian experience and technical expertise in the field of debt policy could make a valuable contribution to other North African Countries.
- External debt policies should be adapted in the new context of economic liberalization, currency convertibility and national efforts for mobilizing domestic resources.
- The economic budget, as an efficient tool at the macro-level, must be strengthened for financial forecasting and management.
- UNECA should cooperate with the World Bank and UNCTAD to provide assistance on risk management techniques.
- UNECA's assistance, singly or jointly with other specialised institutions and NGOs, could help identifying potential sources of financing for debt conversion projects; handling of conversion formalities; and the preparation of debt conversion projects.
- UNECA could send observers to appreciate the IDSC training programmes.

ANNEXE 1

PERSONNES CONTACTÉES DURANT LA MISSION EN TUNISIE

MINISTERE DES FINANCES ET BANQUE CENTRALE DE TUNISIE (BCT)

1. Hamid GADDOUR, Directeur general du Trésor;
2. Amor SAAFI, Directeur general des etudes (DGE)/BCT)
3. M. LAYACHE, directeur adjoind, DGE/BCT
4. Mansour, unite de gestion de la dette, DGE/BCT
5. Mme Hamza, Direction generale des relations financières internationales, BCT
6. Fathi Bengharib, Chef du service de la dette publique, DGRFI, BCT
7. M. BENACHOUR, Charge des relations multilaterales, DGRFI/BCT

AUTRES MINISTÈRES

8. Hosni TOUMI, Directeur general de la cooperation, Ministère du commerce
9. Lamia ZRIBI, Chef de service, Direction generale de la prevision, Ministère du developpement economique (DGP/MDE)
10. Lotfi BOUZAHER, DGP/MDE
11. M. BENABID, Direction Afrique, Ministère des affaires etrangeres

IFID (INSTITUT DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT DU MAGHREB ARABE)

12. Hachemi ALAYA, Directeur Général de l'IFID, Professeur, Université de Tunis
13. Ezzedine LARBI, Directeur des etudes de l'IFID, Professeur, Université de Tunis

PNUD

14. A. HAARTMAN, Representant resident adjoind
15. Boubaker BECHRAOUI, charge de programme

ANNEXE 2

TUNISIE: QUELQUES REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Budget economique 1996. République tunisienne
- Dette exterieure de la Tunisie 1994. Banque Centrale de Tunisie. septembre 95
- Balance des paiements de la Tunisie 1994. Banque Centrale de Tunisie. octobre 1995
- Rapport annuel de la Banque Centrale de Tunisie. Juin 1995
- Rapport sur la cooperation pour le developpement. Tunisie 1994. PNUD. décembre 1995
- Monnaie et financement en Tunisie. Hachemi Alaya. CERES production. 1991. Tunis
- Monnaie et finances internationales. Tahar Ben Marzouka et Mongi Safra. Editions Harmattan Paris 1994.
- Revue Finances et developpement au Maghreb. IFID. Tunis
- Décret 94-2147 du 17 octobre 1994. portant creation de la base de données pour la gestion de la dette exterieure et fixation du mode de son exploitation
- Circulaire de la BCT aux intermediaires agrees du 7 octobre 1995

ANNEXE 3

TABLEAUX STATISTIQUES RELATIFS A LA TUNISIE

(Source: Budget économique 1996, République tunisienne)

- Ressources et emplois aux prix constants 1990
- Ressources et emplois aux prix courants
- Valeurs ajoutées par secteur d'activité aux prix courants
- Epargne et financement extérieur aux prix courants
- Compte de l'extérieur
- Recettes et dépenses de l'Etat
- Financement du déficit budgétaire
- Evolution de la dette publique intérieure

RESSOURCES ET EMPLOIS AUX PRIX CONSTANTS 1990

TABLEAU I-1

	En MD					
	1991	1992	1993	1994	1995	1996
P I B PRIX DU MARCHE	11237.8	12115.1	12361.7	12775.0	13215.8	14100.4
Accr. en %	3.9	7.8	2.0	3.3	3.5	6.7
IMPORT. BIENS & SERVICES (Avec GAZODUC & MISKAR)	5165.1	5772.1	5972.3	6181.1	6519.1	6647.2
Accr. en %	-5.6	11.8	3.5	3.5	5.5	2.0
IMPORT. BIENS & SERV. (S.G. & S.M.)	5165.1	5612.3	5757.4	6012.7	6398.4	6647.2
Accr. en %	-5.6	8.7	2.6	4.4	6.4	3.9
T. RESSOURCES = P / EMPLOIS	16402.9	17887.2	18334.5	18956.1	19734.9	20747.6
Accroissements Annuels en %	9.7	9.0	2.5	3.4	4.1	5.1
CONSOMMATION PUBLIQUE	1856.2	1913.2	2005.9	2044.9	2135.6	2218.9
Accr. en %	4.9	3.1	4.3	1.9	4.4	3.9
CONSOMMATION PRIVEE	9968.2	7445.7	7691.4	7963.5	8255.2	8685.0
Accr. en %	1.3	5.9	3.2	3.5	3.7	5.2
CONSOMMATION GLOBALE	3824.4	9358.9	9697.3	10008.4	10390.8	10903.9
Accr. en %	2.0	5.1	3.5	3.2	3.3	4.9
F.B.C.F (Avec GAZODUC & MISKAR)	2687.4	3112.0	3441.9	3322.1	3223.7	3379.2
Accr. en %	2.0	15.3	10.6	-3.5	-3.0	4.3
F.B.C.F (S.G. & S.M.)	2687.4	2880.1	3036.1	3106.6	3162.0	3378.2
Accr. en %	2.0	7.2	5.1	2.2	1.8	6.8
VARIATION DE STOCKS	221.4	372.2	-22.9	-242.2	118.3	166.3
DEMANDE INTERIEURE	11733.3	12843.1	13116.2	13088.3	13732.3	14449.4
Accr. en %	1.3	9.5	2.1	-0.2	4.9	5.2
EXPORT. BIENS ET SERVICES	4669.6	5044.1	5218.2	5367.8	5002.1	6298.2
Accr. en %	-3.9	8.0	3.5	2.4	-2.0	4.9

S.G. & S.M. = SANS GAZODUC SANS MISKAR

RESSOURCES ET EMPLOIS AUX PRIX COURANTS

TABLEAU I-2

En MD

	1991	1992	1993	1994	1995	1996
P I B PRIX DU MARCHE	12028.8	13705.9	14649.2	15904.1	17256.0	19239.1
Accr. en %	11.2	13.9	6.9	8.6	8.5	11.5
IMPORT. BIENS & SERVICES (Avec GAZODUC & MISKAR)	5451.5	6368.4	7032.7	7566.3	8449.4	9115.3
Accr. en %	-0.4	16.8	10.4	7.6	11.7	7.9
IMPORT. BIENS & SERV. (S.G & S.M)	5451.5	6192.0	6779.1	7360.2	8293.0	9115.3
Accr. en %	-0.4	13.6	9.5	8.6	12.7	9.9
T. RESSOURCES = T. EMPLOIS	17480.3	20074.3	21681.9	23470.4	25705.4	28354.4
Accroissements Annuels en %	7.3	14.8	8.0	8.2	9.5	10.3
CONSOMMATION PUBLIQUE	1993.3	2193.1	2389.5	2533.5	2790.3	3030.3
Accr. en %	12.7	10.0	9.0	5.0	10.1	8.6
CONSOMMATION PRIVEE	7504.4	8461.1	9092.9	9847.3	10815.0	11950.0
Accr. en %	9.1	12.7	7.5	8.3	9.8	10.5
CONSOMMATION GLOBALE	9497.7	10654.2	11482.4	12380.8	13605.3	14980.3
Accr. en %	9.8	12.2	7.3	7.3	9.9	10.1
F.B.C.F (Avec GAZODUC & MISKAR)	2892.3	3645.2	4239.1	4243.3	4366.9	4806.4
Accr. en %	9.8	26.0	16.3	0.1	2.9	10.1
F.B.C.F (S.G. & S.M.)	2892.3	3370.6	3739.2	3958.0	4283.3	4805.0
Accr. en %	9.8	15.5	10.8	6.1	7.9	12.2
VARIATION DE STOCKS	234.8	356.2	29.9	-247.9	49.3	150.1
DEMANDE INTERIEURE	12624.8	14655.7	15751.4	16376.2	18021.5	19936.8
Accr. en %	9.0	16.1	7.0	4.0	10.0	10.6
EXPORT. BIENS ET SERVICES	4855.5	5418.6	5930.5	7094.2	7683.9	8417.6
Accr. en %	3.1	11.3	9.4	19.6	8.3	9.5

S.G. & S.M. = SANS GAZODUC SANS MISKAR

EPARGNE ET FINANCEMENT EXTERIEUR
AUX PRIX COURANTS

TABEAU I-3

	En MD					
	1991	1992	1993	1994	1995	1996
P.I.B AUX PRIX DU MARCHÉ	12028.8	13705.9	14649.2	15904.1	17256.0	19239.1
REVENUS FACTEURS EXT.NETS	-467.9	-518.2	-638.7	-726.6	-818.4	-887.7
PRODUIT NATIONAL BRUT	11560.9	13187.7	14010.5	15177.5	16437.6	18351.4
TRANSFERTS COUR.EXT.NETS	521.2	500.1	564.0	691.2	737.5	815.4
REVENU NATIONAL DISP. BRUT	12082.1	13687.8	14574.5	15868.7	17175.1	19166.8
CONSOMMATION GLOBALE	9497.7	10654.2	11482.4	12380.8	13605.3	14980.3
EPARGNE NATIONALE	2584.4	3033.6	3092.1	3487.9	3569.8	4186.5
Taux d'épargne en % PNB	22.4	23.0	22.1	23.0	21.7	22.8
F.B.C.F (Avec GAZODUC&MISKAR)	2892.2	3645.2	4239.1	4243.3	4366.9	4806.4
Taux d'invest.en % PIB	24.0	26.6	28.9	26.7	25.3	25.0
F.B.C.F (S.G. & S.M.)	2892.3	3373.6	3739.2	3968.0	4283.3	4805.0
Taux d'invest.en % PIB	24.0	24.6	25.5	24.9	24.8	25.0
VARIATION DES STOCKS	234.8	356.3	29.9	-247.9	49.3	150.1
SOLDE COURANT(A.GAZODUC&M)	-542.7	-967.9	-1176.9	-507.5	-846.4	-770.0
En % du PIB	-4.5	-7.1	-8.0	-3.2	-4.9	-4.0
SOLDE COURANT(S.G. & S.M)	-542.7	-758.7	-830.6	-267.0	-690.0	-770.0
En % du PIB	-4.5	-5.5	-5.7	-1.7	-4.0	-4.0
TRANSFERTS EN CAP.EXT.NETS	112.5	71.9	103.9	104.0	120.0	160.0
BESOIN FINAN.DE LA NATION	-430.2	-896.0	-1073.0	-403.5	-726.4	-610.0
Bes.Financement/RNDB	3.6	6.5	7.4	2.5	4.2	3.2
Bes.Financement/F.B.C.F	14.9	24.6	25.2	9.5	16.6	12.7
Bes.Fin./Rec.cou.totales	7.7	14.6	15.9	5.0	8.4	6.4
DETTE EXTERIEURE	5400.0	8800.0	7794.0	3462.0	9240.0	9987.0
Taux d'endett.en % RNDB	53.0	49.7	52.5	53.3	53.8	52.1
SERVICE DE LA DETTE	1149.9	173.3	1337.3	1445.0	1565.0	1705.0
Serv.dette/Rec.courantes	20.5	19.1	19.9	13.0	18.0	17.9
Serv.dette/Exp.B & Services	23.7	21.7	22.5	20.4	20.4	20.3
RECETTES COURANTES TOTALES	3600.2	334.4	5736.0	6019.3	3692.9	9537.0
EXPORTATION BIENS & SERVICES	4855.5	3418.6	5930.5	7094.2	7683.9	3417.6

VALEURS AJOUTÉES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ ET P.L.B. AUX PRIX COURANTS

TABLEAU II-2

En MD

	1991	1992	1993	1994	1995	1996
AGRICULTURE ET PECHE	1311.5	1209.7	2154.5	2070.4	2020.7	2380.4
INDUSTRIES MANUFACTURIERES	1038.7	2265.7	2503.1	2891.7	3193.8	3547.3
Ind. Agricoles et Alimentaires	418.8	453.0	483.4	547.2	558.8	628.3
Ind. Mat. Const. Cer. et Verre	355.0	364.0	339.3	308.4	333.1	361.4
Ind. Mécaniques et Electriques	209.2	321.2	348.5	395.5	437.1	483.9
Ind. Chimiques	195.7	188.0	225.0	299.7	351.0	382.9
Ind. Text. Habillement et Cuir	629.7	733.4	826.5	977.3	1103.9	1227.6
Ind. Diverses	260.3	306.1	330.3	363.0	409.8	462.7
IND. NON MANUFACTURIERES	1446.9	1616.7	1606.1	1712.6	1901.5	2129.7
Mines	98.8	88.4	68.9	78.8	102.4	108.1
Hydrocarbures	552.3	581.7	597.9	595.5	610.3	689.7
Electricité	172.7	173.4	186.8	204.3	259.5	300.5
Eau	63.6	76.8	82.6	87.5	93.9	96.7
Bâtiments et Génie civil	459.0	591.4	670.1	746.4	835.3	934.7
SERVICES	3816.3	4421.6	4914.5	5532.2	6144.3	6822.7
Commerce	944.8	1051.3	1202.7	1378.3	1534.0	1696.6
Transport	651.3	773.1	902.6	1012.7	1143.4	1290.7
Communications	157.1	201.3	224.7	254.5	293.7	337.5
Hôtels, Cafés, Restaurants	508.5	711.5	816.1	941.0	997.9	1100.7
Organismes Financiers	449.3	502.7	556.5	648.9	725.4	799.4
Divers Services Marchands	1005.3	1176.7	1212.0	1296.8	1449.9	1597.8
dont Lever	431.2	474.6	505.4	540.8	587.3	628.5
CL. NON VENT. EN SCES. FINANC.	404.9	434.0	461.4	503.9	547.4	614.2
S.T. activités marchandes	3908.3	4007.7	4076.7	4170.3	4271.2	4426.5
Act. de services non marchands	519.2	797.4	1986.1	2149.0	2316.6	2499.6
dont Administration Publique	561.2	738.2	1922.4	2080.1	2242.3	2421.7
PIB AUX COUTS DES FACTEURS	10527.5	11877.1	12702.3	13852.0	15029.5	16765.5
Impôts ind. nets de subventions	501.3	828.3	1946.4	2052.1	2226.5	2473.7
PIB AUX PRIX DU MARCHE	12028.8	13705.9	14649.2	15904.1	17256.0	19239.1
ACCROISSEMENTS ANNUELS (%)	11.2	13.9	6.9	8.6	8.5	11.5

COMPTE DE L'EXTERIEUR
EMPLOIS COURANTS

TABLEAU IV - 2

En MD

	1991	1992	1993	1994	1995	1996
1) EXPORTATION DE BIENS (Selon les statistiques douanieres)	3429.9	3549.5	3760.0	4696.6	5103.8	5572.1
Agriculture & I.A.A.	521.0	368.0	437.7	610.4	505.0	445.0
Phosphate & Chimie	492.0	492.0	471.2	597.4	675.0	730.0
Produits Energetiques	489.5	538.4	455.4	441.6	432.9	482.6
Textile & Cuir	1327.8	1532.8	1769.2	2235.4	2570.0	2890.0
Industries Mec. & Electriques	405.2	424.6	441.8	623.0	702.9	789.5
Autres	194.4	193.7	184.7	188.8	218.0	235.0
Ajustements (1)	151.1	126.2	153.5	134.6	141.5	146.6
EXPORTATION DE BIENS (Selon la Comptabilite Nationale)	3581.0	3675.9	3913.5	4831.2	5245.3	5718.7
2) EXPORTATION DE SERVICES	1274.5	1742.7	2017.0	2263.0	2438.6	2698.9
Transports	337.2	454.3	521.2	532.1	606.1	679.7
Redevance du Gazoque	53.0	58.7	58.6	46.5	82.5	80.0
Tourisme et Voyages	726.5	1067.6	1258.5	1463.5	1517.0	1684.7
Dont: Recettes Touristiques	532.0	945.2	1113.7	1317.5	1530.0	1495.0
Autres	187.8	162.1	178.7	220.9	233.0	254.5
I - TOTAL EXPORT. BIENS & SERVICES	4855.5	5418.6	5930.5	7094.2	7683.9	8417.6
1) TRANSFERTS DE REVENUS	114.6	138.5	147.6	155.8	157.5	183.2
Revenu du capital	51.9	105.0	92.1	103.4	105.5	124.0
Revenu du travail	62.7	33.5	48.5	52.4	52.0	59.2
2) TRANSFERTS COURANTS	630.1	577.3	658.5	769.8	851.5	936.5
Dont: Transferts de revenus des travailleurs a l'etranger	526.0	510.9	599.5	695.7	770.0	850.0
II - TOTAL TRANSFERTS	744.7	715.8	806.1	925.6	1009.0	1119.7
TOTAL EMPLOIS COURANTS	5600.2	6134.4	6736.6	8019.8	8692.9	9537.3

COMPTE DE L'EXTERIEUR RESSOURCES COURANTES

(Avec Gazoduc & Miskar)

TABLEAU IV -3-1

En MD

	1991	1992	1993	1994	1995	1996
1) IMPORTATION DE BIENS (Selon les statistiques douanieres)						
Biens d'Equipement	1205.5	1395.3	1520.9	1450.7	1470.0	1650.0
Mat. Prem. & Demi-Produits	1498.7	1840.2	1830.2	1898.4	2203.0	2380.0
Produits Energetiques	365.8	397.1	457.1	471.8	481.5	483.3
Produits Alimentaires	310.9	380.0	418.1	542.8	790.0	790.0
Produits de Consommation non Alimentaires	1408.1	1675.7	1945.3	2283.8	2540.0	2820.0
Importations des biens C.A.F.	4789.0	5688.3	6171.6	6647.5	7484.5	8123.3
Transports et Assurances	263.5	312.4	393.5	365.6	407.7	442.6
Importations des biens F.O.B.	4525.5	5375.9	5778.1	6281.9	7076.8	7680.7
Ajustements	533.3	530.1	661.9	597.4	665.7	650.2
IMPORTATION DE BIENS (Selon la Comptabilite Nationale)	5058.8	5906.0	6440.0	6879.3	7742.5	8330.9
2) IMPORTATION DE SERVICES	392.7	462.4	592.7	687.2	707.0	784.4
Transports et Assurances	152.2	179.5	211.1	232.2	267.5	299.9
Tourisme et Voyages	105.0	134.8	181.2	207.7	227.5	251.5
Autres Services	134.9	148.1	200.4	247.3	212.0	233.0
I- TOTAL IMPORT. BIENS & SERVICES	5451.5	6368.4	7032.7	7566.5	8449.5	9115.3
1) TRANSFERTS DE REVENUS	582.5	656.7	786.3	882.4	975.9	1070.9
Revenus du capital	576.2	649.4	779.1	873.7	968.0	1063.2
Interets de la dette	271.4	390.3	468.5	521.6	605.0	685.0
Autres rev. du capital	204.8	259.1	310.6	352.1	363.0	378.2
Revenus du travail	6.3	7.3	7.2	8.7	7.9	7.7
2) TRANSFERTS COURANTS	108.9	77.2	94.5	101.4	114.0	121.1
II- TOTAL TRANSFERTS	691.4	733.9	880.8	983.8	1089.9	1192.0
TOTAL RESSOURCES COURANTES	6142.9	7102.3	7913.5	8550.3	9539.4	10307.3

RECETTES ET DEPENSES DE L'ETAT

Tableau V-1

En MD

	1991	1992	1993	1994	1995 L.F	1996
Recettes Fiscales	2462.0	2809.3	3078.1	3281.5	3925.0	4100.0
% PIB	20.5	20.5	21.0	20.6	21.9	21.3
Impôts Directs	503.6	563.3	700.6	737.7	830.0	915.0
Impôts Indirects	1921.4	2201.9	2333.5	2493.6	3007.0	3040.0
Recettes Fiscales affectées	37.0	44.1	44.0	50.2	88.0	145.0
Recettes Non Fiscales	710.6	865.4	972.1	1077.2	1026.0	1135.0
Revenus pétrol. et red. gaz	315.0	352.2	315.4	316.0	312.0	342.0
Récouvrement & dons	83.7	113.3	92.6	175.4	140.0	222.0
Recettes Non Fiscales affectées	43.8	103.0	140.2	139.2	92.0	98.0
Autres Recettes	228.1	296.9	423.9	446.6	482.0	473.0
T/RECETTES PROPRES	3172.6	3674.7	4050.2	4358.7	4951.0	5235.0
% PIB	26.4	26.8	27.6	27.4	27.6	27.2
RESSOURCES D'EMPRUNT	1370.5	1027.7	1302.2	1638.8	1644.0	1995.0
Intérieurs	594.1	477.9	610.4	799.1	908.0	1175.0
Extérieurs	776.4	549.8	691.8	839.7	736.0	820.0
T/RESSOURCES DE L'ETAT	4543.1	4702.4	5352.4	5997.5	6595.0	7230.0
Service de la dette	1144.0	1174.4	1463.8	1754.0	2065.0	2382.0
Intérêts	421.1	457.2	530.4	561.0	697.0	772.0
Principal	722.9	717.2	933.4	1193.0	1368.0	1610.0
Fonctionnement	2414.0	2603.4	2814.5	3021.2	3235.0	3462.0
Titre I	1765.7	1968.9	2127.4	2354.0	2634.3	3219.0
FS et FC	648.3	634.5	687.1	667.2	600.7	243.0(*)
Equipement	1019.9	978.3	1151.9	1172.9	1295.0	1386.0
Investissements directs et						
Opérations financières	658.9	748.3	881.4	945.3	1020.0	1086.0
Paiements Directs	361.0	230.0	270.5	227.6	275.0	300.0
Autres Dépenses	31.9	15.3	36.7	26.2	9.0	0.0
T/DEPENSES DE L'ETAT	4609.8	4771.4	5466.9	5974.3	6595.0	7230.0
Accroissement (%)	3.3	3.5	14.6	9.3	10.4	9.6
Déficit budgétaire	714.3	579.5	483.3	422.6	276.0	385.0
% PIB	5.9	2.8	3.3	2.7	1.5	2.0

Don PIB (prix courants)	12028.8	13705.9	14649.2	15904.1	17930.9	19239.1
-------------------------	---------	---------	---------	---------	---------	---------

(*) Non compris les Transferts au Titre I pour 1996

FINANCEMENT DU DEFICIT BUDGETAIRE

Tableau VI - 2

En MD

	1991	1992	1993	1994	1995 L.F	1996
Ressources d'Emprunt	1437.2	1096.7	1416.7	1615.6	1644.0	1995.0
Remb. Principal de la Dette	722.9	717.2	933.4	1193.9	1268.0	1610.0
Deficit net	714.3	379.5	483.3	422.6	276.0	385.0
% PIB	5.9	2.8	3.3	2.7	1.5	2.0
Financement Interieur net	419.5	299.6	308.2	213.3	119.0	199.0
Souscriptions brutes	660.8	546.9	724.9	775.9	908.1	1175.0
Remb. Principal Dette Interieure	241.3	247.3	416.7	562.6	789.1	976.0
Financement Extérieur net	776.4	549.8	691.8	839.7	736.0	820.0
Prélèvements pour le budget	279.3	208.6	355.4	407.6	461.4	520.0
Prélèvements Directs, FS & FC	207.3	241.2	236.4	222.7	273.9	250.0
Amortissement dette *	81.0	46.9	516.7	60.4	875.6	34.0

* Amortissement principal de la dette Detense Nationale

EVOLUTION DE LA DETTE PUBLIQUE INTERIEURE

Tableau V-3

En MD

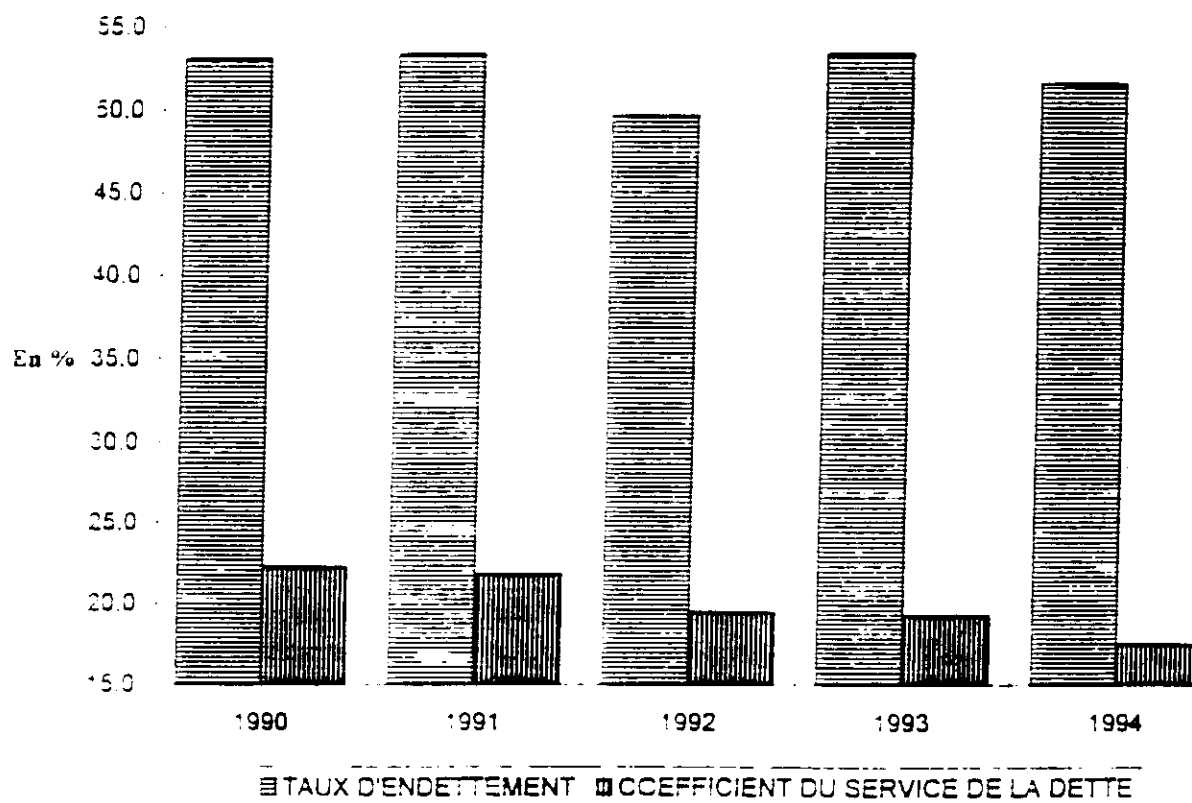
	1991	1992	1993	1994	1995 L.F	1996
ENCOURS DE LA DETTE INTERIEURE	2348.6	2713.8	2986.0	3143.5	3294.0	3533.0
Bons d'équipement	1644.5	1272.1	941.0	440.2	181.0	144.0
Bons de Trésor	803.2	989.1	1569.0	2042.0	2408.0	2715.0
Autres	200.9	452.6	476.0	661.3	705.0	674.0
REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL	241.3	247.3	416.7	562.6	789.0	976.0
Bons d'équipement	217.0	227.8	227.7	213.3	146.0	150.0
Bons de Trésor	9.0	9.0	126.0	319.3	613.0	796.0
Autres	24.3	19.5	63.0	30.0	30.0	30.0
PAIEMENT DES INTERETS	181.1	210.9	235.0	243.7	300.0	412.0
Bons d'équipement	0.5	15.8	103.4	46.3	38.0	20.0
Bons de Trésor	4.6	88.1	98.0	94.3	210.0	242.0
Autres	26.0	27.0	33.6	103.1	52.0	150.0
TOTAL SERVICE DE LA DETTE	422.4	458.2	651.7	806.3	1089.0	1388.0
Recettes propres	13.3	12.5	16.1	18.5	22.0	26.5

ANNEXE 4**TUNISIE: TABLEAUX SUR LA DETTE EXTERIEURE**

- Evolution des principaux parametres de la dette exterieure
- Evolution des transferts nets de capitaux d'emprunt a moyen et long termes
- Ventilation des transferts nets de capitaux d'emprunt a moyen et long termes par pays et organismes au titre de l'annee 1994
- Evolution de l'encours de la dette par forme de cooperation au 31.12.94
- Encours de la dette exterieure par origine et par pays et organisme prêteur au 31.12.94
- Encours de la dette exterieure par devise au 31.12.94
- Encours de la dette exterieure par tranche de taux d'interêt au 31.12.94
- Encours de la dette exterieure par duree de remboursement au 31.12.94

EVOLUTION DES PRINCIPAUX PARAMETRES DE LA DETTE EXTERIEURE

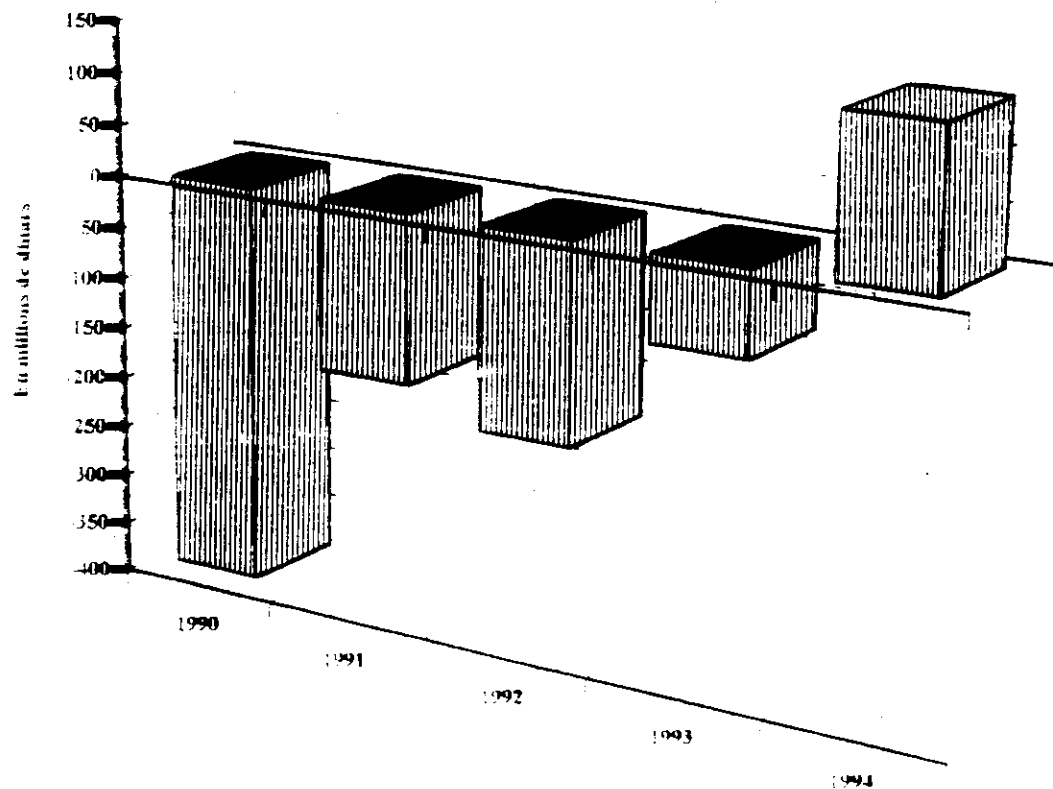
	1990	1991	1992	1993	1994
ENCOURS DE LA DETTE EXTERIEURE (en millions de dinars)	5 750	6 400	6 826	7 755	8 266
TAUX D'ENDETTEMENT (en % du RNDB)	53,1	53,4	49,7	53,5	51,7
SERVICE DE LA DETTE (en millions de dinars)	1 162	1 170	1 158	1 272	1 360
COEFFICIENT DU SERVICE DE LA DETTE (en % des recettes courantes)	22,3	21,9	19,5	19,3	17,5



EVOLUTION DES TRANSFERTS NETS DE CAPITAUX D'EMPRUNT A MOYEN ET LONG TERMES

(en millions de dinars)

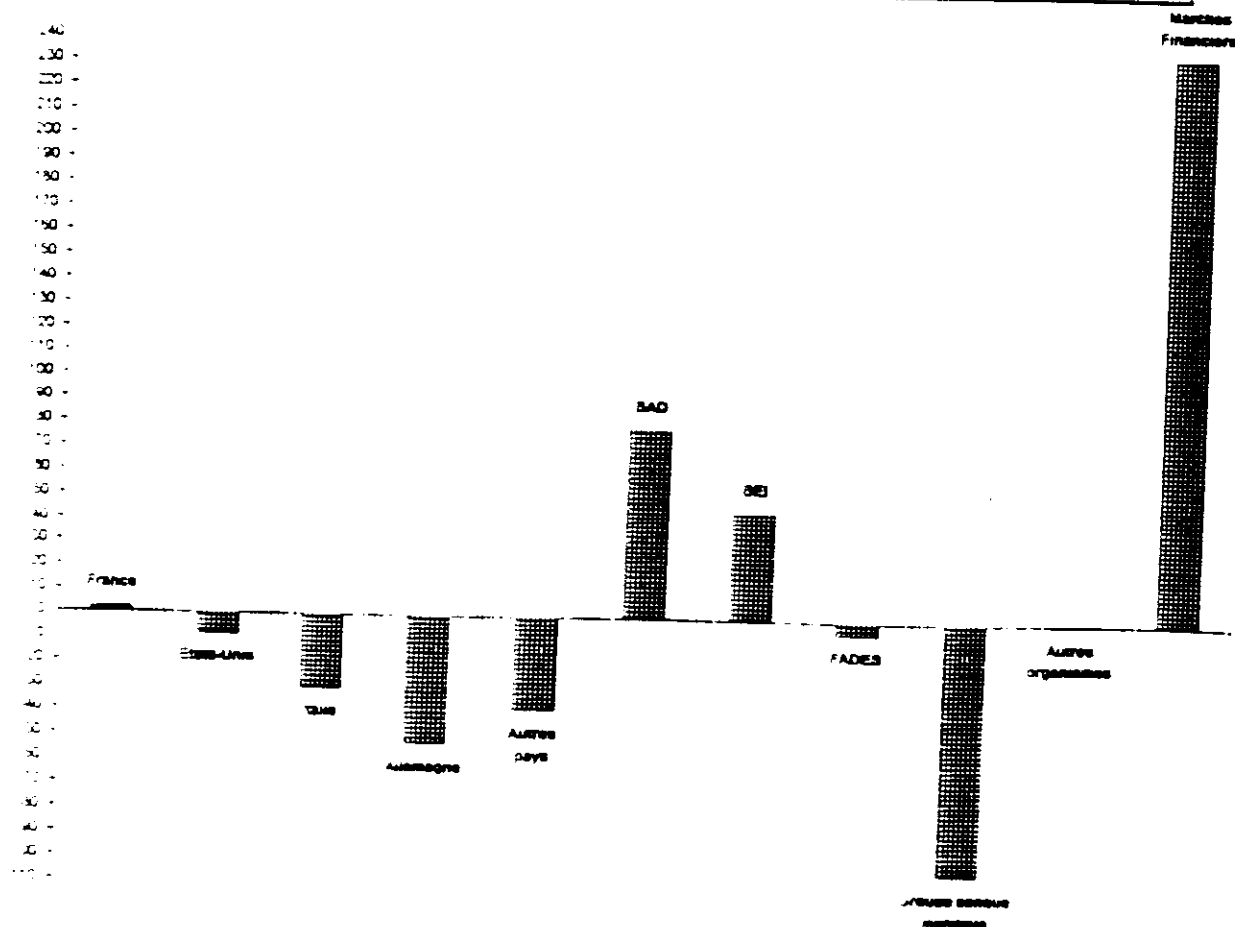
ANNEE	Tirages à M<	Service de la dette			Transferts Nets
		Principal	Intérêts	Total	
1990	71	309	353	662	-391
1991	1 006	822	348	1 170	-164
1992	64	806	352	1 158	-194
1993	1 190	869	403	1 272	-82
1994	1 508	123	437	560	148



VENTILATION DES TRANSFERTS NETS DE CAPITAUX D'EMPRUNT A MOYEN ET LONG TERMES PAR PAYS ET ORGANISMES AU TITRE DE L'ANNEE 1994

(en millions de dinars)

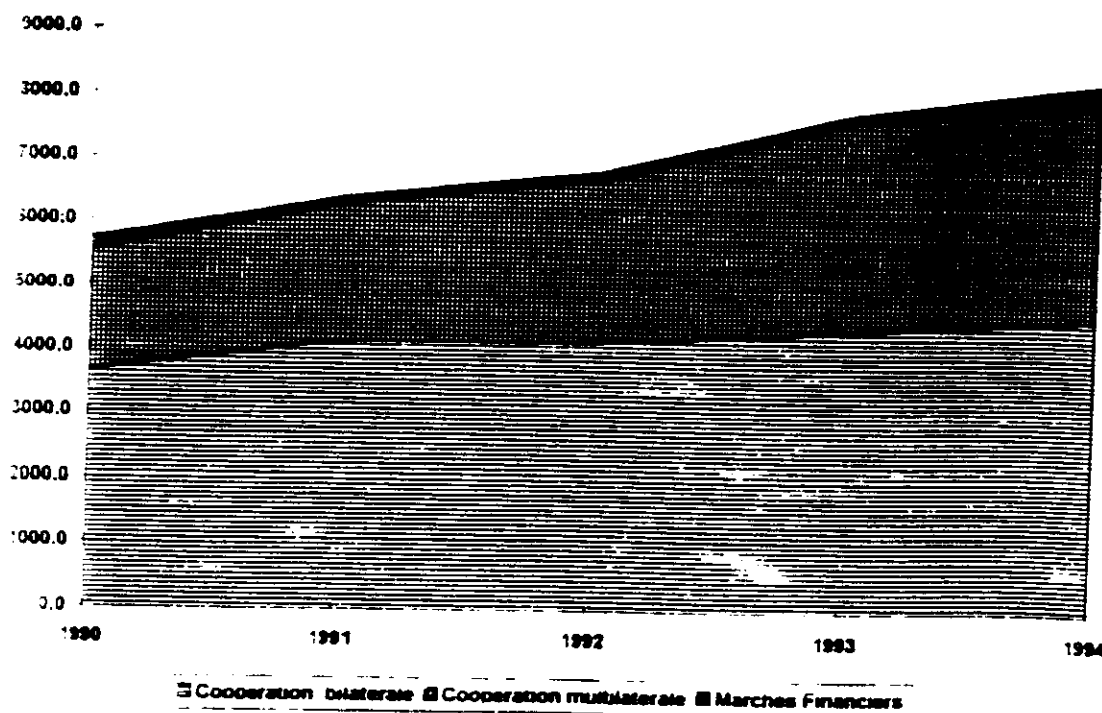
	Principal	Interet	Service de la dette	Tirage	Transferts nets
PAYS	582.5	200.7	783.2	694.6	-88.6
Japon	78.5	27.6	106.1	147.7	41.6
France	192.3	65.1	257.4	259.8	2.4
Etats Unis	71	32.2	103.2	94.1	-9.1
Italie	34.8	11.3	46.1	15.1	-31
Allemagne	77.5	26.3	103.8	50.4	-53.4
Autres pays	128.4	38.2	166.6	127.5	-39.1
ORGANISMES	292.7	220.9	513.6	514.2	0.6
BAD	69.3	75.9	135.2	214.2	79
BEI	18.7	13.6	32.3	77.6	45.3
FADES	11.9	7.8	19.7	14.2	-5.5
Groupe banque mondiale	172.3	118.9	291.2	187.2	-104
Autres organismes	30.5	-8.9	21.6	21	-0.6
Marchés Financiers	48.3	15.3	63.6	299.4	235.8
TOTAL	923.5	436.9	1360.4	1508.2	147.8



EVOLUTION DE L'ENCOURS DE LA DETTE EXTERIEURE PAR FORME DE COOPERATION

(en millions de dinars)

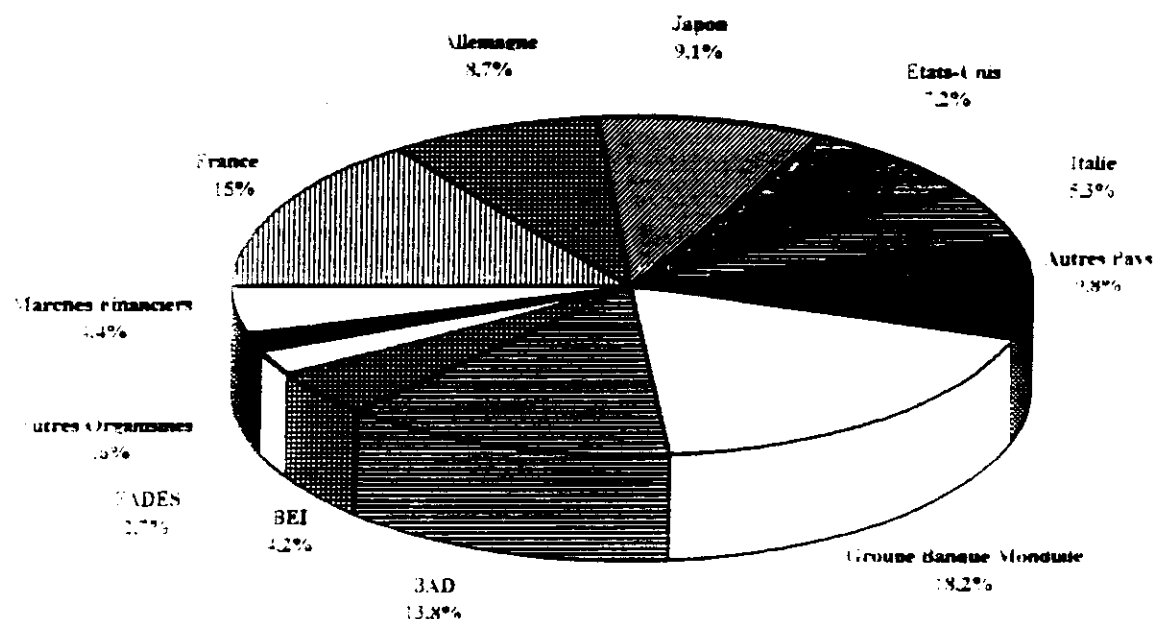
Designation	1990	1991	1992	1993	1994
Cooperation bilaterale	3635,8	4138,8	4141,1	4347,5	4548,4
dont:					
France	903,5	962,9	1049,2	1119,6	1242,0
Allemagne	618,5	673,4	697,8	681,2	715,2
Etats-Unis	419,4	549,8	610,0	627,7	592,2
Japon	487,8	528,9	530,6	638,1	755,7
Italie	254,7	304,3	414,2	464,3	435,4
Koweït	100,5	150,6	136,2	127,3	163,6
Arabie Saoudite	155,7	139,0	133,5	124,3	113,2
Cooperation multilaterale	1884,6	2138,7	2523,9	3285,5	3349,5
dont:					
Groupe Banque Mondiale	1071,4	1201,0	1309,4	1571,2	1505,8
BAD	347,8	510,0	728,7	1034,2	1140,0
BEI	200,5	230,7	229,0	315,0	348,9
FADES	95,7	135,9	180,0	233,1	219,8
Marchés Financiers	209,6	122,5	161,3	121,7	367,7
Internationaux	209,6	122,5	161,3	121,7	68,3
Domestique Japonais	-	-	-	-	299,4
Total	5730,0	6400,0	6826,3	7754,7	8265,6



ENCOURS DE LA DETTE EXTERIEURE PAR ORIGINE ET PAR PAYS ET ORGANISME PRETEUR AU 31/12/1994

(en millions de dinars sauf indication contraire)

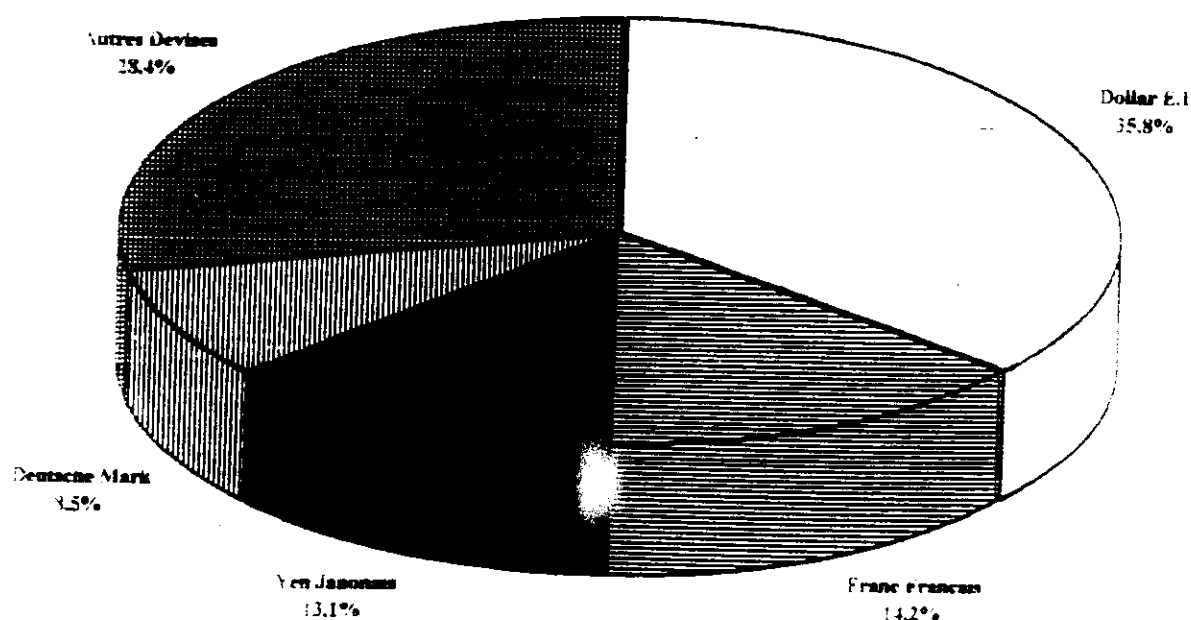
Désignation	Origine Publique	Origine Privée	Total	Part du total (en %)
PAYS	2.914.0	1.634.4	4.548.4	55.1
FRANCE	531.2	710.8	1.242.0	15.0
ALLEMAGNE	641.4	73.8	715.2	8.7
JAPON	505.4	450.3	955.7	9.1
ETATS-UNIS	453.2	139.0	592.2	7.2
ITALIE	388.8	46.6	435.4	5.3
AUTRES	594.0	213.9	807.9	9.8
ORGANISMES INTERNATIONAUX	3.295.5	54.0	3.349.5	40.5
Groupe Banque Mondiale	1.505.8		1.505.8	18.2
BAD	1.140.0		1.140.0	13.8
BEI	348.9		348.9	4.2
FADES	219.8		219.8	2.7
AUTRES	81.0	54.0	135.0	1.6
MARCHES FINANCIERS	-	367.7	367.7	4.4
TOTAL	6.209.5	2.056.1	8.265.6	100.0



ENCOURS DE LA DETTE EXTERIEURE PAR DEVISE AU 31/12/1994

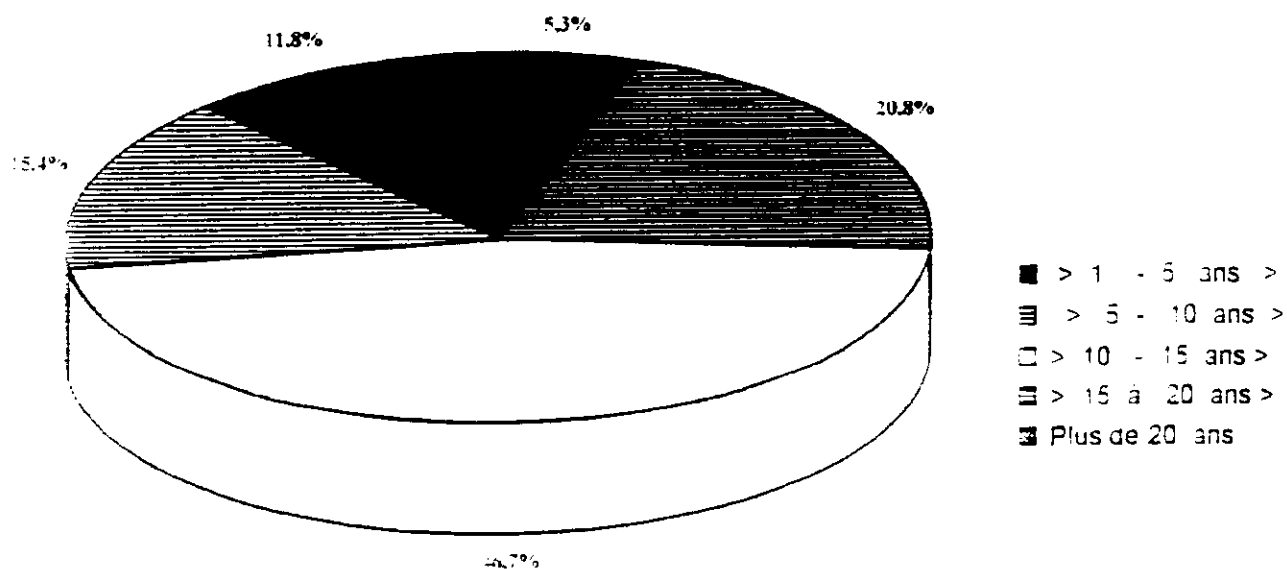
(en millions d'unités)

Devises	Montant en devise	Montant en dinar	Part du total en %
Dollar E.U	2.971.4	2.961.0	35.8
Franc Français	6.291.1	1170.1	14.2
Yen Japonais	108.531.7	1081.3	13.1
Deutsche Mark	1.095.0	702.7	8.5
Autres Devises	-	2.350.5	28.4
TOTAL	-	8.265.6	100.0



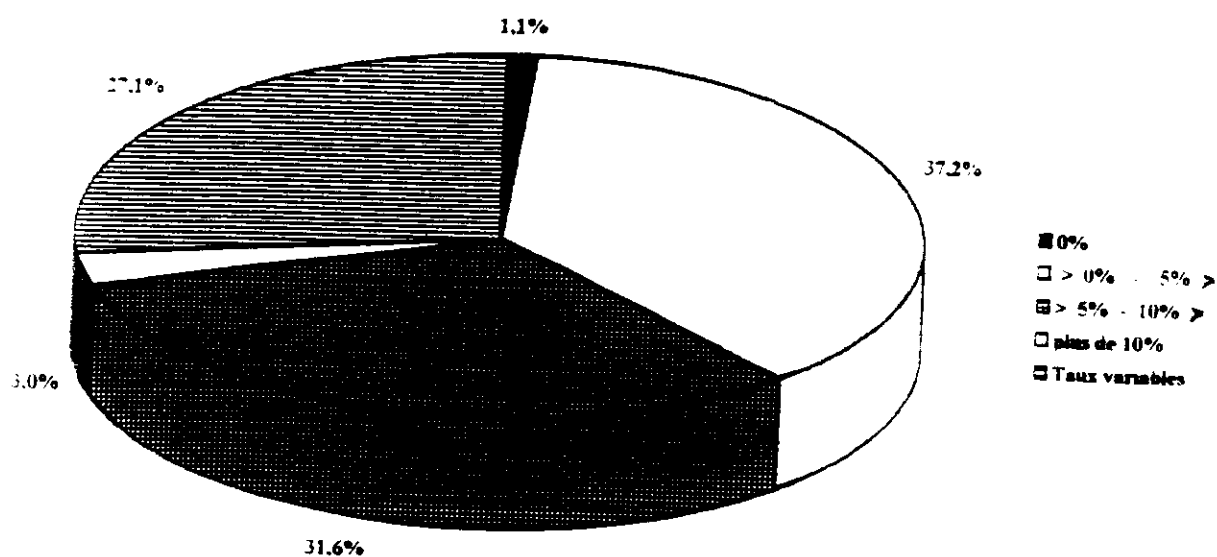
ENCOURS DE LA DETTE EXTERIEURE PAR DUREE DE REMBOURSEMENT AU 31/12/1994

Durée	Montant en MD	Part du total en %	Part cumulée en %
> 1 - 5 ans >	436,9	5,3	5,3
> 5 - 10 ans >	1720,3	20,8	26,1
> 10 - 15 ans >	1857,6	46,7	72,8
> 15 à 20 ans >	1270,7	15,4	88,2
Plus de 20 ans	980,1	11,8	100,0
TOTAL	8265,6	100,0	



ENCOURS DE LA DETTE EXTERIEURE PAR TRANCHE DE TAUX D'INTERET AU 31/12/1994

Taux d'intérêt	Montant en MD	Part du total en %	Part cumulée en %
0%	94.5	1.1	1.1
> 0% - 5% >	3 073.5	37.2	38.3
> 5% - 10% >	2 613.5	31.6	69.9
plus de 10%	249.5	3.0	72.9
Taux variables	2 234.0	27.1	100.0
TOTAL	8 265.6	100.0	



EX1.1) World Debt Tables

142) EGYPT, ARAB REPUBLIC OF

US\$ millions, unless otherwise indicated)	1990	1991	1992	1993	1994	1995
DEBT OUTSTANDING (LOOD)						
a. Public and publicly guaranteed debt	27,976	29,799	28,853	28,903	30,912	30,855
Official creditors	25,976	28,949	28,253	28,403	30,537	30,542
Multilaterals	10,793	24,955	25,180	26,041	28,428	28,910
Concessional	1,546	3,374	3,430	3,789	4,160	4,405
IDA	1,454	3,373	3,413	3,556	3,733	3,994
Nonconcessional	90	14	17	112	161	1,040
ISRO	1,092	1,981	2,016	2,233	2,426	2,411
Bilateral	1,480	1,322	1,380	1,357	1,410	1,303
Concessional	1,246	11,580	11,750	22,252	24,267	24,504
Private creditors	2,000	15,415	15,875	15,606	18,017	18,302
Bonds	1,183	3,994	3,073	2,361	2,109	1,632
Commercial banks	0	0	0	0	0	0
Other Private	817	351	712	575	553	503
b. Private nonguaranteed	3,559	3,142	2,360	1,786	1,556	1,128
Total commercial banks	1,000	350	500	500	375	313
Total commercial banks	1,023	1,701	1,012	1,075	928	317
DISBURSED DEBT						
a. Public and publicly guaranteed debt	4,656	3,008	4,736	4,110	3,510	2,397
Official creditors	4,656	3,008	4,736	4,110	3,510	2,397
Multilaterals	3,419	4,296	4,478	3,759	3,340	2,335
ISRO	1,386	2,860	3,000	2,605	2,280	1,659
IDA	75	799	915	673	553	472
Bilateral	15	161	361	320	356	364
Private creditors	1,237	1,435	1,477	1,153	1,059	676
Bonds	1,237	1,435	1,477	1,153	1,059	676
Other Private	0	0	0	0	0	0
COMMITMENTS						
a. Public and publicly guaranteed debt	1,123	2,330	1,715	342	325	0
Official creditors	1,123	2,330	1,715	342	325	0
Multilaterals	1,027	2,620	1,550	790	318	0
ISRO	425	1,524	969	612	141	0
IDA	135	415	265	130	54	0
Bilateral	0	143	110	7	67	0
Private creditors	92	1,095	580	157	176	0
Bonds	92	1,095	580	157	176	0
Other Private	0	0	0	0	0	0
DISBURSEMENTS						
a. Public and publicly guaranteed debt	1,010	1,750	1,399	1,262	1,074	1,073
Official creditors	1,010	1,750	1,399	1,262	1,074	1,073
Multilaterals	1,010	1,750	1,399	1,262	1,074	1,073
Concessional	1,010	1,750	1,399	1,262	1,074	1,073
IDA	1,010	1,750	1,399	1,262	1,074	1,073
Nonconcessional	0	0	0	0	0	0
ISRO	0	0	0	0	0	0
Bilateral	0	0	0	0	0	0
Concessional	0	0	0	0	0	0
Private creditors	0	0	0	0	0	0
Bonds	0	0	0	0	0	0
Commercial banks	0	0	0	0	0	0
Other Private	0	0	0	0	0	0
b. Private nonguaranteed	0	0	0	0	0	0
Total commercial banks	0	0	0	0	0	0
Total commercial banks	0	0	0	0	0	0
PRINCIPAL REPAYMENTS						
a. Public and publicly guaranteed debt	1,010	1,750	1,399	1,262	1,074	1,073
Official creditors	1,010	1,750	1,399	1,262	1,074	1,073
Multilaterals	1,010	1,750	1,399	1,262	1,074	1,073
Concessional	1,010	1,750	1,399	1,262	1,074	1,073
IDA	1,010	1,750	1,399	1,262	1,074	1,073
Nonconcessional	0	0	0	0	0	0
ISRO	0	0	0	0	0	0
Bilateral	0	0	0	0	0	0
Concessional	0	0	0	0	0	0
Private creditors	0	0	0	0	0	0
Bonds	0	0	0	0	0	0
Commercial banks	0	0	0	0	0	0
Other Private	0	0	0	0	0	0
b. Private nonguaranteed	0	0	0	0	0	0
Total commercial banks	0	0	0	0	0	0
Total commercial banks	0	0	0	0	0	0

EX1.1) World Debt Tables

142) EGYPT, ARAB REPUBLIC OF

US\$ millions, unless otherwise indicated)	1990	1991	1992	1993	1994	1995
NET FLOWS ON DEBT						
a. Public and publicly guaranteed debt	192	305	206	288	165	-56
Official creditors	192	305	206	288	165	-56
Multilaterals	147	319	205	291	125	245
Concessional	13	173	179	138	188	244
IDA	13	161	155	143	153	260
Nonconcessional	0	12	24	0	37	79
Bilateral	147	131	123	215	35	-15
Concessional	143	112	10	1	-42	-107
Private creditors	26	593	306	133	237	97
Bonds	13	366	374	394	268	97
Commercial banks	0	0	0	0	0	0
Other Private	13	164	131	142	142	-69
b. Private nonguaranteed	161	228	150	161	92	-192
Bonds	161	250	250	100	125	-61
Commercial banks	0	0	0	0	0	0
Other Private	0	0	0	0	0	0
NET INTEREST PAYMENTS (LINT)						
a. Public and publicly guaranteed debt	1,010	860	1,046	1,049	1,168	1,321
Official creditors	1,010	860	1,046	1,049	1,168	1,321
Multilaterals	139	43	256	282	1,133	1,297
Concessional	139	216	188	201	1,031	1,190
IDA	139	20	20	13	27	36
Nonconcessional	0	0	0	0	7	7
Bilateral	139	135	168	178	194	199
Concessional	139	135	114	115	115	110
Private creditors	172	84	376	680	308	954
Bonds	171	137	149	125	102	107
Commercial banks	0	0	0	0	0	0
Other Private	171	137	149	125	102	107
b. Private nonguaranteed	169	130	101	73	71	63
Bonds	169	130	101	73	71	63
Commercial banks	0	0	0	0	0	0
Other Private	0	0	0	0	0	0
NET TRANSFERS ON DEBT						
a. Public and publicly guaranteed debt	-168	-354	-1,093	-761	-1,002	-1,378
Official creditors	-168	-354	-1,093	-761	-1,002	-1,378
Multilaterals	-131	-116	-370	-130	-305	-244
Concessional	-131	-389	-10	-157	-134	9
IDA	-131	-42	35	-119	125	224
Nonconcessional	0	0	0	0	0	0
Bilateral	-131	-107	-14	-37	-159	-214
Concessional	-131	-107	-14	-37	-159	-214
Private creditors	-131	-107	-14	-37	-159	-214
Bonds	-131	-107	-14	-37	-159	-214
Commercial banks	0	0	0	0	0	0
Other Private	-131	-107	-14	-37	-159	-214
b. Private nonguaranteed	-169	-130	-101	-73	-71	-63
Bonds	-169	-130	-101	-73	-71	-63
Commercial banks	0	0	0	0	0	0
Other Private	0	0	0	0	0	0
DEBT SERVICE (LIDS)						
a. Public and publicly guaranteed debt	1,178	1,214	1,473	1,811	2,177	2,452
Official creditors	1,178	1,214	1,473	1,811	2,177	2,452
Multilaterals	139	43	256	282	1,133	1,297
Concessional	139	216	188	201	1,031	1,190
IDA	139	20	20	13	27	36
Nonconcessional	0	0	0	0	7	7
Bilateral	139	135	168	178	194	199
Concessional	139	135	114	115	115	110
Private creditors	172	84	376	680	308	954
Bonds	171	137	149	125	102	107
Commercial banks	0	0	0	0	0	0
Other Private	171	137	149	125	102	107
b. Private nonguaranteed	169	130	101	73	71	63
Bonds	169	130	101	73	71	63
Commercial banks	0	0	0	0	0	0
Other Private	0	0	0	0	0	0

DX1.1) World Debt Tables

(42) EGYPT, ARAB REPUBLIC OF

US\$ millions, unless otherwise indicated)	1990	1991	1992	1993	1994	1995
AVERAGE TERMS OF NEW COMMITMENTS						
All Creditors						
Interest (%)	3.3	4.6	4.0	2.5	2.2	0.0
Maturity (years)	15.5	13.0	15.6	13.3	12.9	0.0
Grace period (years)	5.9	6.3	7.0	5.7	3.3	0.0
Grant element (%)	16.0	10.1	15.2	17.1	13.5	0.0
Official Creditors						
Interest (%)	4.7	4.4	4.0	0.2	2.1	0.0
Maturity (years)	12.2	14.1	16.1	10.0	13.4	0.0
Grace period (years)	7.6	7.1	7.1	7.0	3.5	0.0
Grant element (%)	11.7	12.4	15.7	10.6	14.7	0.0
Private Creditors						
Interest (%)	3.4	7.0	4.0	5.2	5.9	0.0
Maturity (years)	11.5	11.3	10.6	6.8	11.8	0.0
Grace period (years)	1.4	1.1	0.7	1.5	0.1	0.0
Grant element (%)	11.9	10.3	10.4	12.3	12.9	0.0
MEMORANDUM ITEMS						
Concessional LDC	12,160	16,808	17,239	13,163	19,751	20,296
Variable Rate LDC	1,098	2,563	1,770	1,719	1,672	1,697
CURRENCY COMPOSITION OF LONG-TERM DEBT						
Deutsche mark (%)	10.6	11.1	11.1	10.5	11.2	0.0
French francs (%)	14.0	13.9	12.2	13.2	13.9	0.0
Japanese yen (%)	3.3	10.8	11.4	12.9	13.7	0.0
Pounds sterling (%)	1.6	2.6	2.2	2.1	2.0	0.0
Swiss francs (%)	1.1	1.6	2.4	2.3	2.4	0.0
U.S. dollars (%)	11.1	17.6	17.5	17.3	14.4	0.0
Mixed currencies (%)	2.0	2.0	3.2	3.7	3.6	0.0
Special drawing rights (%)	1.6	1.2	1.0	0.0	0.0	0.0
Other currencies (%)	3.7	3.2	3.1	3.0	3.7	0.0
DEBT RESTRUCTURINGS						
Total amount rescheduled		17,010	1,698	1,554	1,447	308
Debt stock rescheduled		1,503	1,111	1,111	1,111	1,111
Principal rescheduled		1,262	1,111	1,111	1,111	1,111
Official creditors		1,105	1,111	1,111	1,111	1,111
Private creditors		1,377	1,111	1,111	1,111	1,111
Interest rescheduled		1,551	1,111	1,111	1,111	1,111
Official creditors		1,054	1,111	1,111	1,111	1,111
Private creditors		1,377	1,111	1,111	1,111	1,111
Principal forgiven		1,111	1,111	1,111	1,111	1,111
Interest forgiven	1,111	1,111	1,111	1,111	1,111	1,111
Debt stock reduction		1,111	1,111	1,111	1,111	1,111
Of which: debt buybacks		1,111	1,111	1,111	1,111	1,111
DEBT STOCK-FLOW RECONCILIATION						
Total change in debt	1,111	1,111	1,111	1,111	1,111	1,111
Net flows on debt	1,111	1,111	1,111	1,111	1,111	1,111
Net change in interest arrears	1,111	1,111	1,111	1,111	1,111	1,111
Interest capitalized	1,111	1,111	1,111	1,111	1,111	1,111
Debt reduction and forgiveness	1,111	1,111	1,111	1,111	1,111	1,111
Currency valuation impacts	1,111	1,111	1,111	1,111	1,111	1,111
Residual	1,111	1,111	1,111	1,111	1,111	1,111

EX1.1) World Debt Tables
 EX2) EGYPT, ARAB REPUBLIC OF

US\$ millions, unless otherwise indicated)	1990	1991	1992	1993	1994	1995
TOTAL DEBT STOCKS (EDT)	32,551	33,026	31,572	31,109	33,357	33,208
Long-term Debt (LDD)	27,976	29,799	28,853	28,903	30,912	30,855
Public and publicly guaranteed	25,976	28,949	28,253	28,403	30,537	30,542
Private nonguaranteed	1,000	850	600	500	375	313
Use of IMF credit	124	137	222	202	193	101
Short-term debt	4,575	3,227	2,719	2,206	2,445	2,353
Interest arrears	1,437	-	-	-	2	2
Official creditors	372	-	-	-	-	-
Private creditors	1,065	-	-	-	-	-
Principal arrears	3,507	-	-	10	42	38
Official creditors	1,075	-	-	5	12	12
Private creditors	1,731	-	-	-	29	26
Export credits	15,099	15,662	17,366	14,810	14,542	0
TOTAL DEBT FLOWS						
Disbursements	2,010	2,032	1,522	1,262	1,074	1,073
Long-term debt	2,010	1,950	1,522	1,262	1,074	1,073
IMF purchases	0	32	122	0	0	0
Principal repayments	1,745	1,724	1,487	974	930	1,222
Long-term debt	1,698	1,644	1,446	974	909	1,130
IMF repurchases	47	80	41	0	21	91
Net flows on debt	-1,237	293	-647	-224	391	-148
of which short-term debt	-1,501	35	-583	-513	247	0
Interest payments (INT)	1,326	391	1,229	1,225	1,348	1,331
Long-term debt	1,010	360	1,046	1,049	1,168	1,321
IMF charges	14	11	14	12	10	9
Short-term debt	301	220	168	163	170	0
Net transfers on debt	-2,563	-498	-1,777	-1,449	-957	-1,479
Total debt service (TDS)	3,071	2,616	2,716	2,199	2,279	2,553
Long-term debt	2,708	2,004	2,493	2,024	2,077	2,452
IMF repurchases and charges	62	91	54	12	31	101
Short-term debt (interest only)	301	220	168	163	170	0
Total debt service due	3,240	2,974	2,936	2,742	2,685	2,553
NET RESOURCE FLOWS						
Net flows on long-term debt (ex. IMF)	1,010	1,305	1,040	1,584	2,622	1,471
Direct foreign investment (net)	104	253	459	493	1,256	525
Portfolio equity flows	0	0	0	0	0	3
Grants (excluding technical coop.)	4,201	2,026	2,428	283	1,191	1,000
Temo: technical cooperation grants	112	77	228	380	599	700
NET TRANSFERS	4,305	2,213	2,779	601	1,434	1,277
Interest on long-term debt	1,010	360	1,046	1,049	1,168	1,321
Profit Remittances on FDI	104	253	459	493	1,256	525
MAJOR ECONOMIC AGGREGATES						
Gross national product (GNP)	24,330	25,309	25,315	29,159	42,298	44,415
Export of goods & services (XGS)	15,670	15,322	17,729	16,167	15,584	16,608
Import of goods & services (MGS)	13,393	15,426	15,041	15,958	16,120	16,783
International reserves (RES)	2,619	3,105	2,580	3,854	14,413	16,822
Current account balance	-134	272	1,171	1,565	292	-1,292
PRINCIPAL RATIOS						
EDT/XGS (%)	128.1	126.5	128.0	122.4	114.0	127.3
INT/GNP (%)	5.43	1.52	4.84	4.24	3.19	2.93
TDS/XGS (%)	19.5	16.7	12.3	13.6	14.6	15.5
INT/GDP (%)	5.43	1.52	4.84	4.24	3.19	2.93
RES/EDT (%)	11.1	9.7	8.2	12.5	43.2	50.7
RES/MGS (months)	1.9	1.9	1.7	2.4	10.7	12.0
Short-term / EDT (%)	14.2	9.8	8.6	7.1	7.3	7.1
Concessional/ EDT (%)	27.4	21.9	24.8	23.4	29.2	21.1
Multilateral/ EDT (%)	2.9	2.2	2.9	2.2	2.5	3.3